

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/133

3 septembre 2004

(04-3666)

Comité du commerce et du développement

PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION 2005

Table des matières

Paragraphe

I.	INTRODUCTION	1-7
II.	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2005.....	8-14
III.	LES PRODUITS	15-117
A.	ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION LIÉES À L'OMC D'ORDRE GÉNÉRAL	19-48
B.	ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION SPÉCIALISÉES ET AVANCÉES	49-80
C.	SOUTIEN UNIVERSITAIRE EN MATIÈRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: UNE APPROCHE INTÉGRÉE	81-93
D.	DISPOSITIFS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION DE SOUTIEN.....	94-114
E.	CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES ET DES ATELIERS INTERNATIONAUX.....	115-117
IV.	PROCESSUS ET PROGRAMMES	118-128
V.	PARTENARIATS ET EXTERNALISATION.....	129-138
VI.	SUIVI ET ÉVALUATION	139-147
VII.	FINANCEMENT	148-149

ANNEXE 1: MATRICE DES PRODUITS: TABLE DES MATIÈRES

ANNEXE 2: MATRICE DES PRODUITS: LISTE DES ACTIVITÉS

I. INTRODUCTION

1. Le Plan d'assistance technique et de formation (le Plan) pour l'année 2005 fait fond sur l'expérience acquise et les leçons tirées de la mise en œuvre du Plan d'assistance technique pour 2004. Il tient compte de l'issue des consultations formelles et informelles qui ont été menées avec les donateurs et les bénéficiaires depuis le début de cette année, ainsi que des recommandations et des conclusions préliminaires du processus d'examen à mi-parcours, dont les résultats sont présentés au Comité du commerce et du développement (CCD) (document WT/COMTD/W/134). Le Plan d'assistance technique pour 2005 conforte donc l'approche adoptée pour la fourniture de l'assistance technique et de la formation et précise certains produits et concepts.

2. Le Plan vise à permettre au Secrétariat de l'OMC de poursuivre de manière cohérente et dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité les principaux objectifs fixés par les Membres, à savoir améliorer les capacités institutionnelles et humaines des pays bénéficiaires à traiter les préoccupations et les questions qui se posent en matière de politique commerciale, intégrer le commerce dans les politiques nationales de développement et de lutte contre la pauvreté et faciliter une meilleure participation des bénéficiaires au Système commercial multilatéral (SCM) ainsi que leur participation effective aux négociations. Il reflète les principes et priorités énoncés dans la Déclaration ministérielle adoptée à la quatrième Conférence ministérielle au Qatar en novembre 2001, le Programme de Doha pour le développement (PDD), et tient compte de la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004 (l'"Accord-cadre de juillet"). L'accent est mis sur l'intégration complète de la formation et de la coopération technique et l'optimisation des synergies potentielles entre les deux, ces aspects étant l'un des principaux objectifs visés lors de la création de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT), qui est désormais totalement opérationnel.

3. Le PDD reconnaît que l'assistance technique et le renforcement des capacités sont des éléments fondamentaux de la dimension développement du SCM. La réalisation bien préparée, ciblée et coordonnée de ce type d'activité outre qu'elle aidera les Membres dont les ressources sont limitées à se conformer aux règles et disciplines de l'OMC, à remplir les obligations qui leur incombent et à exercer leurs droits en tant que Membres de l'OMC, renforcera les efforts nationaux visant à intégrer le commerce dans les plans nationaux pour le développement économique et les stratégies de lutte contre la pauvreté. Ainsi, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, il sera pleinement tenu compte de la dimension développement dans le Plan au niveau générique comme au niveau de modules spécifiques.

4. Le Plan comporte divers produits qui peuvent être utilisés pour offrir une assistance technique et une formation, ainsi que des programmes. Tous ces produits, que ce soit à Genève ou sur le terrain, visent à la réalisation du même objectif général et peuvent être appliqués individuellement ou en combinaison. En outre, le Plan est conçu de manière que tous les Membres et observateurs concernés puissent systématiquement en bénéficier. Étant donné la nécessité urgente de développer leur commerce, la priorité sera donnée aux pays les moins avancés (PMA). Cette priorité s'articulera autour de manifestations conçues spécialement et, pour les bénéficiaires du Cadre intégré (CI), les activités seront liées au processus d'intégration du commerce dans les plans de développement nationaux de ces pays. L'objectif principal pour l'OMC est d'aider les PMA à s'intégrer au SCM et à bénéficier de la libéralisation progressive du commerce au niveau mondial. Un autre défi consiste à aider les PMA à participer pleinement au processus de négociation du PDD. À la lumière de l'expérience du Secrétariat, une façon de faire face à ces défis consiste à identifier et mettre en place des mécanismes performants et appropriés que le Secrétariat peut utiliser pour encourager les PMA à tirer parti des divers programmes d'assistance technique et de formation, y compris les séminaires nationaux.

5. L'IFCT, ainsi que le Comité de gestion de l'assistance technique (CGAT), joue un rôle central dans la coordination des activités prévues dans le Plan. La mise en œuvre de celui-ci fera intervenir pratiquement toutes les divisions de l'OMC, ainsi que les institutions partenaires, les banques

régionales de développement et d'autres organisations. En outre, le processus de consultations informelles engagé depuis le début de l'année 2004, qui implique à la fois les donateurs et les bénéficiaires, s'est révélé être un mécanisme précieux permettant des discussions franches et ouvertes et des échanges de vues entre les parties intéressées, dans un esprit constructif, pour ce qui est des questions d'intérêt commun dans le domaine de l'assistance technique liée au commerce (ATLC).

6. Le Plan s'articule comme suit: le chapitre II traite des principaux éléments d'assistance technique et de formation prévus pour 2005. Le chapitre III présente les produits ainsi que les objectifs qu'ils sont censés atteindre. Le chapitre IV fournit un aperçu de certains programmes et processus spécifiques concernant la fourniture de l'ATLC. Le chapitre V fournit des indications sur les partenariats et le recours à des ressources extérieures. Le chapitre VI porte sur le suivi et l'évaluation et le chapitre VII couvre la question du financement.

7. Les annexes fournissent des renseignements pratiques concernant les activités d'assistance technique et de formation et des détails supplémentaires sur les activités et leur incidence sur le plan des ressources, dont il est rendu compte en termes de production (participants/jours). Cette méthode, qui avait été introduite dans le Plan d'assistance technique pour 2004, permet un suivi plus réaliste de la mise en œuvre du Plan. Les annexes suivent le même ordre que le texte du Plan.

II. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2005

8. Les principales caractéristiques du Plan sont les suivantes:

- il est axé sur la qualité: il est important de veiller à ce que les Membres se voient offrir un nombre approprié d'activités, mais il est encore plus important de veiller à ce que celles-ci soient de qualité élevée;
- il est axé sur les produits: le Plan est axé sur la fourniture de produits. Pour chacun, des objectifs précis sont définis. Ils comprennent des cours de politique commerciale de durée variable, qui peuvent être tenus à Genève ou sur le terrain, des séminaires régionaux, des ateliers, des activités nationales, y compris des services de consultation sur les politiques commerciales, etc.;
- il est axé sur les processus et les programmes: en sus des produits, le Plan contient plusieurs processus et programmes visant à faciliter l'intégration des bénéficiaires au système commercial multilatéral (Cadre intégré (CI), Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP));
- il est axé sur le développement: conformément au PDD, la dimension développement bénéficie d'une attention particulière dans le Plan sous tous ses aspects;
- il est axé sur la recherche de l'efficacité et l'obtention de résultats: il met l'accent sur les activités dont il est prouvé qu'elles accroissent ou sont susceptibles d'accroître de manière durable les capacités humaines et institutionnelles. Le Plan vise à "laisser une marque";
- il est équilibré géographiquement: il comporte un nombre considérable d'activités régionales de manière à assurer une couverture géographique équitable;
- il est ample et approfondi dans sa portée: afin d'assurer que tous les Accords de l'OMC et les sujets sur lesquels portent les négociations du PDD soient traités, avec le niveau de détail approprié;

- il est simple et flexible: le Plan est simple, transparent et souple. Il planifie ce qui peut l'être (activités essentielles, que ce soit à Genève ou dans les régions) et laisse la possibilité de considérer les besoins prioritaires et de répondre aux demandes spécifiques des bénéficiaires; il tiendra compte en particulier des besoins des PMA, des petites économies vulnérables, ainsi que des pays n'ayant pas de représentation à Genève; et
- il est conçu pour établir et renforcer des partenariats stratégiques et la cohérence:
 - o avec les bénéficiaires, c'est-à-dire sous la forme d'activités de coopération et de renforcement menées dans les pays, pour créer les conditions qui permettront de transférer progressivement aux bénéficiaires la maîtrise et la responsabilité de la formation et, grâce à une approche concertée, identifier les besoins et établir les priorités de l'assistance technique et de la formation;
 - o avec la communauté des donateurs, pour assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'assistance technique et de formation, éviter les chevauchements et les doubles emplois et améliorer l'efficacité;
 - o avec les instituts de formation et organes régionaux et les autres institutions internationales pour partager les responsabilités et tirer profit au maximum des complémentarités et des compétences disponibles; et
 - o avec les milieux universitaires, pour les sensibiliser aux exigences et besoins locaux et développer leurs capacités en matière d'enseignement et de recherche.

9. Ce plan fait fond sur l'expérience des années précédentes, en vue de le rendre encore plus à même de servir de base pour la fourniture d'une formation et d'une assistance technique. À cet égard, certaines recommandations et leçons fondamentales découlant des rapports de suivi et d'évaluation ont été particulièrement utiles pour la conception du Plan. Les domaines prioritaires du suivi et de l'évaluation, ainsi que la méthode consistant à réinjecter les leçons tirées de l'expérience, sont examinés au chapitre VI. Le Plan a été élaboré en tenant dûment compte des recommandations figurant dans les rapports de l'Audit de la coopération technique (ACT) pour 2002 et pour 2003¹, qui peuvent contribuer à une meilleure planification et à une meilleure fourniture de l'assistance technique. Le Plan s'attache davantage à augmenter la durée réduite d'un grand nombre d'activités d'assistance technique, et donc à accroître la possibilité de transmettre des connaissances et des compétences approfondies dans des domaines spécifiques. En outre, afin d'améliorer le développement réel des compétences ou des capacités, le nombre de participants aux ateliers, cours et séminaires de formation sera généralement limité à 30 personnes au maximum. Si un nombre plus élevé de fonctionnaires assistent aux séminaires, les objectifs viseront davantage la diffusion de l'information, la sensibilisation ou la prise de conscience que le renforcement des capacités. Les rapports de l'ACT proposent également que le renforcement des capacités soit organisé de façon à ce que les activités d'une série d'activités de formation de courte durée s'adressant aux mêmes groupes cibles soient considérées comme des composantes de la formation et conçues dans le cadre d'un programme systématique cohérent de renforcement des capacités. À cet égard, la proposition d'évaluation systématique des besoins des Membres et le dialogue continu avec le Secrétariat en vue de répondre à ces besoins se traduira par un choix plus ciblé parmi les produits du Plan. Cette approche, assortie d'une sélection améliorée des participants conduira à une assistance technique plus pertinente et à des résultats plus durables.

¹ Documents WT/COMTD/W/111 du 28 mars 2003 et WT/COMTD/W/125 du 22 mars 2004.

10. Diverses sources d'information qui ont contribué dans le passé à l'élaboration du Plan demeurent importantes: le Secrétariat entretient des relations de diverses formes avec les Membres, par exemple par des contacts directs avec les délégations établies à Genève, avec des fonctionnaires y compris des hauts fonctionnaires participant à la Semaine de Genève, lors de missions, au cours de séminaires/ateliers régionaux et nationaux, pendant les cours de politique commerciale tenus à Genève ou sur le terrain. Le Secrétariat est régulièrement en relation avec des groupements régionaux pour discuter de l'ATLC pertinente pour les pays de la région concernée. Les services de consultation sur les politiques commerciales, au moins tels qu'ils étaient conçus initialement, sont axés essentiellement vers le diagnostic, c'est-à-dire qu'ils visent à déterminer les besoins liés aux politiques commerciales dans des circonstances spécifiques (voir le chapitre III D) b)). En outre, dans le cadre du processus de mise en œuvre du Mémorandum d'accord entre l'OMC et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), une "évaluation des besoins" préliminaire a lieu dans le cadre des tables rondes à laquelle participent les pays bénéficiaires; cette évaluation des besoins constitue la base des projets engagés ultérieurement.

11. Au cours des réunions de comité et des consultations qui ont eu lieu régulièrement à l'IFCT et avec les divisions opérationnelles et les donateurs ainsi que les pays ou groupes de pays bénéficiaires potentiels, le Secrétariat a l'opportunité d'orienter le programme d'activités. Les Comités, par l'intermédiaire du Secrétariat, sont invités à présenter à l'IFCT, dans les délais voulus, leurs propositions d'activités dans des domaines spécifiques, de façon à ce qu'il soit possible d'inclure ces activités dans le Plan. Les analyses figurant dans les rapports sur l'examen des politiques commerciales peuvent aider les Membres et le Secrétariat à déterminer les aspects qui se prêtent à une assistance technique. La coopération entre l'IFCT et la Division de l'examen des politiques commerciales vise à renforcer le processus d'identification des besoins. Il convient également de noter que certains mécanismes institutionnels, tels que le Cadre intégré, qui comprend une phase d'étude de diagnostic des besoins du pays, demeurent des outils précieux pour définir les programmes d'assistance technique. Enfin, les rapports de mission peuvent donner une meilleure idée des besoins d'activités de suivi. Les divisions opérationnelles ont un rôle particulier à jouer du fait de leurs connaissances approfondies de la situation de chaque pays au regard de chaque accord. De façon plus générale, si l'on veut évaluer de façon plus précise la "demande" (qui ne va pas toujours de pair avec "besoin") et l'orienter utilement, il est particulièrement important d'étudier attentivement les besoins, tels que les Membres les définissent.

12. L'évaluation des besoins est généralement reconnue comme un élément essentiel pour l'élaboration d'un Plan d'assistance technique et de formation. Cet aspect a clairement été souligné par les Membres, qui ont mis l'accent sur la nécessité pour les bénéficiaires de définir et de classer par ordre de priorité leurs demandes d'assistance, sur la base d'un processus d'identification des besoins. Le Secrétariat a préparé des documents de travail informels sur la question de l'identification des besoins, y compris des suggestions concernant un processus permettant de mener les évaluations des besoins d'une façon plus systématique. En étroite coopération avec les bénéficiaires, le Secrétariat a entrepris des études sur l'évaluation des besoins de plusieurs pays, sur une base pilote. À la suite des débats portant sur ces études, des lignes directrices pour l'évaluation des besoins (document JOB(04)/113), qui peuvent aider les bénéficiaires à entreprendre leur propre évaluation des besoins, ont été élaborées. Enfin, on étudie les moyens d'aider les pays à mener leur propre évaluation des besoins de façon systématique et plus fondamentale, y compris par l'intermédiaire du processus d'examen des politiques commerciales, et avec l'aide de certains secrétariats régionaux.

13. En ce qui concerne la fourniture de l'assistance technique, l'un des principaux défis consiste à s'assurer que les attentes des participants et celles du Secrétariat correspondent. Il a été prouvé que le résultat d'une activité menée avec un groupe de participants homogène en termes de connaissances était significativement meilleur qu'avec un groupe ayant des niveaux de connaissances variés. Alors que cela s'applique, dans une certaine mesure, aux cours généraux de politique commerciale, pour lesquels un processus de sélection a déjà été établi et est mené régulièrement, cela s'applique plus spécifiquement lorsque le niveau de compétences requis augmente, comme c'est le cas pour les

ateliers et les cours de formation spécialisés. Afin de faire en sorte que la corrélation appropriée soit trouvée avant que l'activité ne débute, certaines responsabilités incombent au Secrétariat, d'autres au bénéficiaire. Le Secrétariat doit faire en sorte que la lettre d'invitation à une activité indique clairement les objectifs et le résultat escompté de l'activité, ainsi que les qualifications requises de la part des participants. Les bénéficiaires doivent faire en sorte que les candidats appropriés, correspondant totalement au profil indiqué, soient proposés pour l'activité. Ainsi, afin de répondre aux attentes, un processus de sélection est souvent mené, avant le début de l'activité, non seulement pour les cours de formation tenus à Genève, mais également pour les ateliers sur le terrain et les séminaires et cours de formation spécialisés portant sur un sujet précis, et plus particulièrement en ce qui concerne les niveaux de formation avancés et supérieurs. Naturellement, ce type de processus de sélection diffèrera en fonction de l'activité, comme expliqué ci-après.

14. Cette sélection peut inclure l'envoi de questionnaires ou de formulaires pour l'évaluation des candidats, comme le font déjà certaines divisions, ce qui donne aux organisateurs de l'activité une indication quant à la question de savoir si les compétences nécessaires sont disponibles et leur fournit une assurance en la matière. Cela peut s'effectuer par voie électronique ou par écrit et inclure également une interaction directe avec les candidats par téléphone. Un tel processus est particulièrement important lorsque l'activité est destinée à des experts d'un domaine spécifique et que l'objectif est la diffusion de connaissances de niveau supérieur. C'est le cas pour les cours de perfectionnement tels que ceux destinés aux spécialistes des mesures antidumping, ceux concernant le règlement des différends, les services, l'accès aux marchés, etc., où l'objectif principal est de faire fond sur des niveaux supérieurs de formation, en s'éloignant donc de la formation de base. En outre, ces cours spécialisés se déroulent de plus en plus sur une base interactive, les participants effectuant des simulations, des travaux de groupe, partageant leurs expériences, etc., ce qui peut uniquement être mené à bien si les niveaux globaux des participants sont comparables. De même, on demande de plus en plus aux participants des activités de perfectionnement ou des activités plus spécialisées de posséder des connaissances de base solides, de façon à ce qu'ils soient au même niveau avant le cours. Afin d'harmoniser les niveaux de connaissances, le Secrétariat prépare souvent des listes de lectures, qui peuvent être envoyées directement aux participants, ou auxquelles il est possible d'accéder par voie électronique, par exemple sur un site Web spécialisé de l'OMC. Lorsque c'est nécessaire, le Secrétariat devrait être en mesure d'informer le participant et/ou les autorités pertinentes qu'il estime que le fonctionnaire ne correspond pas au profil prévu dans la lettre d'invitation.

III. LES PRODUITS

15. Les produits sont conçus pour assurer un certain nombre d'activités de qualité élevée qui soient réalisables et aient des effets durables. Chaque produit comporte des objectifs clairement identifiés. Les résultats sont ainsi mesurables, ce qui donne plus de sens à l'évaluation. Les principales caractéristiques examinées ci-dessus se retrouvent dans la conception des produits et des activités connexes de formation et d'assistance technique ainsi que dans leur mise en œuvre. Pour définir les produits, l'approche qui a été adoptée reflète le fait que chaque produit vise un besoin différent et est fondé sur des niveaux de connaissances des participants différents. L'expérience montre que la réussite d'une activité n'est pas seulement déterminée par la qualité des contributions des conférenciers, mais également, dans une très large mesure, par la participation des participants appropriés à l'activité. C'est ce qui est clairement ressorti des rapports de mission et du processus de suivi et d'évaluation, d'où l'application d'un mécanisme de sélection pour plusieurs produits. Compte tenu de la nature variée des activités d'assistance technique et de formation proposées et des objectifs visés par chaque produit, il est important que les besoins des participants et les avantages escomptés pour le pays bénéficiaire soient soigneusement évalués avant qu'un participant ne soit inscrit à un cours spécifique.

16. Les produits peuvent globalement être regroupés en cinq principales catégories:

- A. assistance technique et formation liées à l'OMC d'ordre général;**
- B. assistance technique et formation spécialisées et avancées;**
- C. soutien universitaire en matière de formation et de renforcement des capacités: une approche intégrée;**
- D. dispositifs d'assistance technique et de formation de soutien; et**
- E. contributions dans le cadre des conférences et des ateliers internationaux.**

17. Outre ces produits, il existe deux principaux programmes, le JITAP et le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce à l'intention des PMA (CI), qui sont des processus ou mécanismes pour la délivrance de l'assistance technique, plutôt que des produits en tant que tels, et qui seront examinés au chapitre IV.

18. Les principales caractéristiques de ces produits sont présentées dans le document, suivies par une liste des activités correspondantes dans les annexes, davantage détaillée. Une distinction est établie entre les produits visant l'acquisition de connaissances de base, qui demandent des niveaux de connaissances relativement faibles en ce qui concerne le système commercial multilatéral de l'OMC, et les produits qui demandent des connaissances et une formation de plus en plus spécifiques et/ou avancées. L'un des principaux défis sera de faire en sorte que l'activité appropriée soit toujours choisie en fonction des objectifs visés.

A. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION LIÉES À L'OMC D'ORDRE GÉNÉRAL

19. Cette première catégorie recouvre les activités destinées aux fonctionnaires gouvernementaux ayant des responsabilités générales vastes eu égard à l'OMC et des connaissances du système commercial multilatéral d'ordre général, et qui ne sont donc ni des spécialistes, ni des techniciens. Elle inclut également les fonctionnaires qui ont récemment obtenus des responsabilités en rapport avec l'OMC et n'ont pas beaucoup d'expérience de la théorie et de la pratique en matière de règles et de dispositions de l'OMC, et pour lesquels c'est une occasion d'échanger des renseignements et de partager des expériences. L'objectif principal est d'initier les fonctionnaires aux règles de l'OMC et/ou d'élever le niveau général de connaissances. Cette catégorie inclut principalement les activités visant une formation de base.

a) Cours de politique commerciale

20. Des cours de politique commerciale sont dispensés à Genève et dans les régions. D'une durée de 12 semaines, ils consistent en une série d'exposés sur l'OMC, y compris un historique, les règles et procédures et son fonctionnement. Tous les Accords et questions à l'ordre du jour à l'OMC sont couverts. L'objectif n'est pas de former des spécialistes dans chaque domaine d'activité de l'OMC, mais d'assurer que les participants aient une connaissance détaillée de toutes les questions concernant l'OMC et acquièrent des compétences pratiques et se constituent un réseau important de relations. Ce type d'immersion globale revêt une importance critique dans les pays où les ressources humaines consacrées au SCM sont insuffisantes pour permettre un degré élevé de spécialisation. Ces cours servent également d'introduction générale à ceux qui deviendront peut-être des spécialistes ultérieurement.

21. Un processus de sélection des participants est mené, les niveaux de connaissance sont testés et à la fin du cours une évaluation est faite pour évaluer l'impact du cours sur chaque participant. L'information ainsi obtenue est réinjectée dans le processus de conception et d'amélioration constante de la qualité du cours proprement dit. Un comité est mis sur pied pour mener le processus de

sélection qui inclut des éléments tels que l'éligibilité des candidats, leurs qualifications, l'équilibre géographique, etc. De même, les niveaux de connaissance avant et après les cours sont systématiquement évalués, en recourant à différentes méthodes, y compris des tests d'autoévaluation des exercices, etc.

i) Cours de politique commerciale tenus à Genève

22. Quatre cours de politique commerciale sont organisés chaque année au siège. Ils consistent en une série de modules couvrant tous les domaines de travail de l'OMC. Ils incluent aussi des visites dans d'autres organisations internationales s'occupant de questions liées au commerce, ainsi que la participation à certaines réunions d'organes de l'OMC. Ils comprennent des exposés réguliers sur les travaux de l'Organisation. Des cours d'informatique sont proposés à titre facultatif. Les contacts avec les experts de l'OMC et d'autres organisations internationales sont fréquents.

23. S'agissant des objectifs, les cours de politique commerciale tenus à Genève doivent permettre aux participants:

- d'acquérir une bonne compréhension de tous les aspects de l'OMC, y compris les Accords;
- d'apprendre à utiliser efficacement les renseignements et la documentation concernant certaines questions spécifiques;
- d'améliorer leur capacité d'analyse et de négociation;
- de renforcer leur capacité à travailler dans un environnement international; et
- d'établir et/ou de renforcer un réseau de relations avec les autres participants et les formateurs ou experts.

24. Les cours de politique commerciale sont organisés par l'IFCT et font appel à des experts des diverses divisions opérationnelles et à des consultants externes spécialisés. Des représentants d'autres organisations, notamment le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et la Banque mondiale, sont régulièrement invités à y faire des présentations.

25. Peuvent participer à ces cours les fonctionnaires de pays en développement et de PMA, de pays en transition et de pays accédants. De 25 à 30 participants sont choisis pour chaque cours. Ce sont généralement, mais pas nécessairement, des fonctionnaires appartenant au Ministère du commerce. Le processus de sélection cherche à assurer une distribution équitable entre les pays concernés pour chaque cycle de six cours comprenant quatre cours en anglais, un en français et un en espagnol.² En 2005 les cours suivants seront organisés à Genève:

- les 31^{ème} et 32^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires anglophones seront dispensés simultanément au printemps;

² Le prochain cycle de six cours de politique commerciale tenus à Genève comprendra le 30^{ème} cours de politique commerciale en espagnol (déjà dispensé à l'avance en 2004), le 31^{ème} cours de politique commerciale en anglais - le dernier cours du cycle actuel (qui sera dispensé en janvier 2005 conjointement avec le 32^{ème} cours de politique commerciale en anglais), le 33^{ème} cours de politique commerciale en français (qui sera dispensé au printemps 2005), le 34^{ème} cours de politique commerciale en anglais (qui sera dispensé à l'automne 2005) et les 35^{ème} et 36^{ème} cours de politique commerciale en anglais (qui seront dispensés conjointement en janvier 2006).

- le 33^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires francophones sera dispensé pendant l'été; et
- le 34^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires anglophones sera dispensé à l'automne.

26. Les méthodes de formation utilisées mettent l'accent sur un apprentissage interactif, des simulations, des exercices pratiques, des études de cas, des tables rondes et des débats. On procède actuellement au renforcement des moyens pédagogiques habituels, y compris la documentation de base, les moyens visuels, les exercices, les simulations et les documents de référence.

27. Les coûts afférents à l'organisation des cours de politique commerciale tenus à Genève, y compris les bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, sont financés par le budget ordinaire de l'OMC.

ii) Cours régionaux de politique commerciale

28. Les cours régionaux de politique commerciale sont organisés sur le même modèle que ceux tenus à Genève, et sont dispensés en partenariat avec un établissement d'enseignement supérieur, dans différentes régions du monde. Les fonctionnaires gouvernementaux de chaque région concernée participent à la formation et les cours sont adaptés aux spécificités régionales pour ce qui est du nombre de participants de chaque pays. Les cours sont dispensés conjointement par des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC et des représentants des milieux universitaires et des spécialistes de la politique commerciale de la région en question. Il existe entre les compétences de l'OMC et les compétences régionales une complémentarité naturelle qui rend ce type de formation complet et adapté aux besoins locaux. Les conférenciers de l'OMC fournissent des explications faisant autorité sur les dispositions et le fonctionnement de l'OMC, et des spécialistes de la région font des présentations et mènent des discussions en mettant fortement l'accent sur les préoccupations régionales. Cette approche mixte donne à la formation une pertinence et un contexte régionaux qui sont propres aux cours régionaux de politique commerciale.

29. S'ils ont les mêmes objectifs principaux que les cours de Genève, et fournissent des possibilités de formation similaires, les cours régionaux de politique commerciale doivent en outre:

- établir au niveau régional des partenariats institutionnels pour des activités de renforcement des capacités;
- mettre en place au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes des arrangements pour la formation conjointe de fonctionnaires; et
- créer des réseaux dans le cadre des établissements d'enseignement supérieur.

30. En corrélation avec chaque cours régional de politique commerciale, un atelier préparatoire de trois jours se tient pour les représentants des milieux universitaires et les spécialistes du commerce qui dispensent conjointement le cours. L'atelier propose un aperçu détaillé des objectifs du projet de cours régional de politique commerciale, des réunions bilatérales avec les formateurs de l'OMC, une information sur l'état d'avancement des travaux en cours à l'OMC et des échanges concernant les activités de recherche. L'atelier fait partie intégrante du projet de cours régional de politique commerciale compte tenu qu'il contribue à la mise en place du partenariat institutionnel, sert de cadre aux arrangements pour les exposés conjoints et facilite la construction d'un réseau universitaire.

31. Par définition, les partenariats institutionnels ne peuvent à un moment précis être forgés qu'avec une seule institution de la région, mais les conférenciers proviennent d'établissements d'enseignement supérieur et d'autres sources de toute la région. Des liens s'établissent ainsi ou se

trouvent renforcés avec les milieux universitaires dans le cadre d'une approche intégrée visant à un renforcement durable des capacités.

32. Il est envisagé de tenir cinq cours régionaux en 2005:

- pour les Caraïbes;
- pour les pays africains anglophones ;
- pour les pays africains francophones ;
- pour l'Asie et le Pacifique; et
- pour l'Amérique latine.

33. Nous prévoyons d'organiser, progressivement, des cours dans des régions qui ne sont pas encore couvertes, par exemple les pays arabes et du Moyen-Orient, l'Europe centrale et orientale, l'Asie centrale et le Caucase.

iii) Suivi des cours régionaux de politique commerciale

34. Le partenariat entre une institution régionale et l'IFCT est censé évoluer dans le temps, le cours régional de politique commerciale étant considéré comme l'étape 1 du projet. Les capacités et les compétences accrues du partenaire régional et du réseau universitaire résultant d'une série de cours régionaux de politique commerciale devraient être exploitées afin de passer à l'étape 2, au cours de laquelle le partenaire régional assumera une part croissante de la responsabilité en ce qui concerne la fourniture des cours de formation de suivi sur l'OMC dans la région. Le Secrétariat réduira sa participation et poursuivra le partenariat sur cette base. Son degré de participation devra être suffisant pour permettre un contrôle de la qualité et pour que les cours puissent continuer à être qualifiés de cours de l'OMC, alors que la plupart des aspects de leur organisation et de leur mise en œuvre seront confiés au partenaire.

35. Les délais nécessaires pour le passage de l'étape 1 à l'étape 2 du projet dépendront des circonstances, l'objectif étant d'assurer la durabilité des cours. Des progrès mesurables devraient cependant être accomplis à mesure que les cours se dérouleront.

36. Les mesures de suivi pourraient inclure l'élaboration de programmes d'études universitaires sur les questions relatives à l'OMC par les universités (par exemple un programme de maîtrise multidisciplinaire ou un module intégré à un diplôme de premier cycle ou de troisième cycle). Le Secrétariat de l'OMC peut fournir des suggestions et des supports pertinents si la demande lui en est faite.

37. D'autres activités de suivi pourraient inclure les suivantes:

- des cours régionaux spécialisés sur des questions spécifiques, à l'intention des anciens participants aux cours régionaux de politique commerciale, dispensés par des représentants des milieux universitaires de la région;
- des contributions à la formation professionnelle;
- des activités de formation en ligne du type de celles que le Secrétariat de l'OMC élabore à titre d'essai; et
- l'élaboration de programmes d'études.

38. L'organisation de ces activités relevant de l'étape 2 sera étroitement liée aux efforts du Secrétariat de l'OMC visant à renforcer ses liens avec le milieu universitaire des pays en développement.

39. Les coûts afférents à l'organisation des cours régionaux de politique commerciale, y compris le coût des bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, et aux activités relevant de l'étape 2, sont imputés sur le FGASPDD.

b) Cours d'introduction

40. L'objectif principal des cours d'introduction tenus à Genève est de diffuser des informations générales sur l'OMC, ses règles et disciplines de base et son fonctionnement. Les cours durent généralement trois semaines et se tiennent au siège. Ils comprennent des exposés sur l'ensemble des travaux de l'OMC. La dimension développement constitue un module important du programme. Les cours d'introduction bénéficient souvent de la participation de représentants du CCI, de la CNUCED, de l'OMPI et de la Banque mondiale.

41. Pour ce qui est des objectifs à atteindre, on compte qu'à la fin de ces cours les participants auront:

- acquis une compréhension générale de l'évolution historique du SCM;
- acquis une connaissance générale des principes de base de l'OMC et de la structure juridique de l'Accord de Marrakech ainsi que de l'évolution plus récente;
- appris à trouver les renseignements et la documentation pertinents sur les questions concernant l'OMC et à utiliser ses textes juridiques et documents connexes;
- acquis les outils analytiques et pratiques nécessaires pour placer une question particulière concernant le commerce dans le contexte approprié de l'OMC; et
- établi et/ou renforcé un réseau de relations utiles avec les participants et experts du Secrétariat de l'OMC.

42. Les cours d'introduction sont organisés par l'IFCT en coopération avec les experts des différentes divisions. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine considéré peuvent être invités à participer à cette formation.

43. Normalement, seuls les fonctionnaires appartenant à des PMA peuvent prendre part aux deux cours d'introduction organisés chaque année. Cependant, dans certains cas, des fonctionnaires d'autres pays en développement sont également invités à y participer.

44. Les méthodes de formation employées mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques et les études de cas. Les exercices servent à faire acquérir des compétences aux participants.

45. Les cours suivants sont prévus pour 2005:

- 7^{ème} cours d'introduction pour fonctionnaires francophones venant de PMA, dispensé pendant l'été; et
- 8^{ème} cours d'introduction pour fonctionnaires anglophones venant de PMA, dispensé à l'automne.

46. Les coûts encourus pour l'organisation de ces cours d'introduction sont imputés sur le budget ordinaire.

c) Cours régionaux et sous-régionaux de politique commerciale de courte durée

47. De plus en plus, les cours de politique commerciale de courte durée (qui, pour la plupart, durent entre une et deux semaines) sont proposés dans le cadre des arrangements de partenariat³ avec d'autres organisations ou institutions, ainsi qu'avec des secrétariats régionaux, et se tiennent donc sur le terrain. Ces cours offrent une formation de base au niveau du terrain et permettent le partage de renseignements présentant une dimension régionale et/ou sous-régionale. Les avantages de la coopération avec les institutions partenaires dans le cadre de ces cours sont nombreux, étant donné que, non seulement les institutions partenaires prennent souvent en charge (en partie) l'organisation logistique et administrative de ces événements, ainsi qu'une partie des coûts, mais également parce que la qualité des cours s'en trouve améliorée, la dimension régionale étant davantage mise en relief qu'avec l'OMC. Ces cours de politique commerciale se tiennent dans quasiment toutes les régions. Certains des partenaires ont à leur disposition des centres régionaux de formation, et fournissent donc des installations locales où les activités peuvent être menées. Cette coopération est de plus en plus institutionnalisée. Afin que la coopération conjointe avec les partenaires soit effective, et afin d'accroître leur maîtrise des divers programmes, l'expérience a montré que le partage des coûts de l'activité ainsi que des préparatifs logistiques et administratifs était une condition *sine qua non*. En l'absence d'une telle coopération pratique, l'organisation de ces cours ne peut pas être assurée.

48. Toute partie des coûts de ces cours incombant à l'OMC sera imputée sur les fonds d'affectation spéciale.

B. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION SPÉCIALISÉES ET AVANCÉES

49. Cette catégorie de produits recouvre les activités qui abordent des sujets et des questions spécifiques et qui sont destinées aux initiés et aux spécialistes/techniciens. Elle inclut les séminaires et les ateliers nationaux et/ou régionaux, ainsi que les cours spécialisés, et peuvent se tenir à Genève ou sur le terrain. Compte tenu de leur nature spécifique, ces activités visent exclusivement les spécialistes, et un processus de sélection peut être mené. Les critères de participation seront clairement indiqués dans la lettre d'invitation. Cette catégorie inclut également d'autres produits qui sont spécifiques par nature, y compris les services de consultation sur les politiques commerciales, les missions techniques, les ateliers. Elle comprend aussi les programmes ciblés à l'intention des experts et des délégations en visite à Genève, ainsi que les conseils fournis par le Secrétariat dans des domaines spécifiques.

a) Cours spécialisés tenus à Genève

50. Les cours spécialisés tenus à Genève portent sur une question ou un groupe de questions relatives à l'OMC. Ils durent généralement une ou deux semaines. Des exposés sur l'avancement des travaux de l'OMC dans les domaines couverts sont donnés dans le cadre de ces cours. Les méthodes de formation mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques, les études de cas et les débats. Des exercices de simulation sont souvent organisés pour permettre aux participants d'acquérir de nouvelles compétences.

51. Pour ce qui est des objectifs, à l'issue des cours, les participants doivent avoir:

- acquis une meilleure compréhension des questions spécifiques étudiées; et

³ Voir le chapitre V pour un examen plus détaillé des partenariats.

- amélioré leurs compétences pratiques en vue de renforcer la participation de leur pays à l'OMC, y compris dans le contexte des négociations en cours.

52. Les cours spécialisés sont organisés par l'IFCT en coopération avec des experts des différentes divisions opérationnelles et parfois avec le soutien de consultants ou professeurs externes. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine spécifique concerné peuvent aussi être invités à y participer.

53. Les fonctionnaires des pays en développement et des PMA, des économies en transition et des pays accédants peuvent participer aux cours spécialisés. Des fonctionnaires de pays développés peuvent aussi être invités à certains cours, par exemple sur les règles et procédures de règlement des différends en application de l'article 27:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

54. Les cours spécialisés suivants sont prévus pour l'année 2005:

- 11^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones);
- 12^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones);
- 13^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires francophones);
- 1^{er} cours spécialisé sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (pour fonctionnaires hispanophones); et
- 4^{ème} cours spécialisé sur les négociations commerciales: de la théorie à la pratique (pour fonctionnaires hispanophones).

55. Les coûts découlant de l'organisation de cours spécialisés à Genève sont imputés de différentes manières en fonction de l'activité concernée. S'agissant des cours (spécialisés) sur le règlement des différends, la participation d'un nombre limité de pays en développement, y compris les PMA est financée par le budget ordinaire, les autres participants étant autofinancés. En ce qui concerne les autres cours spécialisés, les coûts sont imputés sur le budget ordinaire

b) Activités nationales d'assistance technique

56. Les activités nationales se concentrent, au niveau des pays, sur des questions spécifiques qui, sur le plan des besoins prioritaires et de la nécessité d'un traitement en profondeur, ne peuvent être couvertes de manière adéquate dans le cadre des séminaires régionaux et cours de politique commerciale. Occasionnellement, les séminaires nationaux ont un caractère vaste et général. Les séminaires et ateliers techniques nationaux seront complémentaires des cours et séminaires régionaux de politique commerciale. La demande émanant des pays doit donc être essentiellement fonction de ce qui ne peut être couvert de manière adéquate par les autres types de formation et d'assistance y compris les séminaires régionaux, et, de ce fait, ne peut pas toujours être prévue à l'avance.⁴

⁴ Pour les pays accédants, la fourniture d'une assistance technique nationale est particulièrement essentielle. Les besoins des pays accédants en matière d'assistance technique ont un caractère spécifique et varient selon les étapes du processus d'accession. Le type d'assistance qui peut être fournie aux pays accédants par l'OMC est varié et va des activités de sensibilisation (séminaires, ateliers) et de la préparation de documentation aux conseils techniques sur la législation et les mécanismes de mise en œuvre.

57. Les demandes d'activités nationales peuvent être présentées à tout moment, car il faut de la flexibilité pour mettre en corrélation les ressources disponibles dans les divisions spécialisées de l'OMC et les demandes des pays. Il sera rappelé aux Membres par écrit cette nouvelle approche, et les mesures à prendre pour obtenir des activités nationales d'assistance technique seront expliquées comme prévu dans le présent document. Les demandes peuvent être présentées au Secrétariat, soit directement (par écrit), soit par le truchement des divers organes de l'OMC. De ce fait, les activités nationales ne seront pas spécifiquement énumérées dans le Plan, mais enregistrées dans une base de données et gérées par l'IFCT. Leur exécution par l'OMC dépendra d'un certain nombre de considérations et de critères, notamment les suivants:

- la spécificité de la demande et la priorité ou pertinence de la question pour la formulation de la politique nationale et/ou les négociations commerciales multilatérales;
- la question de savoir si la demande pourrait être ou a été couverte dans un séminaire régional, un cours de formation national antérieur ou un programme conjoint (JITAP, Cadre intégré, etc.);
- la capacité du Secrétariat à entreprendre l'activité; et
- la possibilité de satisfaire la demande par l'intermédiaire d'une institution et/ou d'un donateur partenaires (externalisation).

58. C'est au pays bénéficiaire qui présente la demande qu'il incombe de s'assurer que cette demande correspond à une priorité nationale. Cela est particulièrement important, car les Ministères s'adressent parfois directement au Secrétariat pour demander de l'assistance. En conséquence, il est instamment demandé aux Membres d'adresser au Secrétariat, par les voies officielles établies, leurs demandes d'activités nationales. Il faut par ailleurs maintenir un équilibre sur le plan géographique. Cela implique que le Secrétariat fasse en sorte que les activités nationales soient organisées dans toutes les régions et en proportions égales, en fonction également, bien sûr, de la demande. Compte tenu du fait que les ressources de l'OMC sont limitées, le nombre de demandes émanant de pays bénéficiaires susceptibles d'être satisfaites sera également limité, mais ainsi le Secrétariat sera mieux à même d'adapter l'assistance technique aux demandes des Membres à mesure qu'elles seront identifiées. Cela ne peut qu'aboutir à une assistance mieux orientée et plus pertinente. Le Secrétariat est disposé à engager le même nombre d'activités nationales que celles qui ont été menées ces dernières années, à savoir environ 250, et un financement approprié a été prévu à cet effet. Étant donné le nombre de bénéficiaires potentiels, on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait en moyenne deux activités nationales par pays. Ce chiffre n'a qu'une valeur indicative et devrait permettre d'éviter que le même bénéficiaire se voie attribuer un nombre disproportionné de séminaires nationaux. L'approche fondée sur "l'ordre d'arrivée des demandes" ne pourra être appliquée. Les PMA pourraient *a priori* bénéficier de trois activités nationales, sur la base de leurs demandes spécifiques.

59. La répartition de séminaires nationaux est essentiellement fonction de la demande et toutes les demandes seront examinées avec sérieux et sur un pied d'égalité. Les coordonnateurs régionaux de l'IFCT seront actifs, et dans leur dialogue avec le bénéficiaire, les divisions compétentes de l'OMC ainsi que peut-être des donateurs et d'autres organisations examineront la façon de répondre au mieux à la demande. Les Membres sont ainsi encouragés à contacter l'Institut et en particulier les coordonnateurs régionaux qui les orienteront dans la poursuite du processus concernant leurs demandes d'assistance technique. Au cas où il ne serait pas en mesure de mener l'activité en question dans des délais raisonnables, par exemple du fait de la limitation de ses capacités, le Secrétariat envisagerait et suggérerait des alternatives en consultation avec le pays bénéficiaire. La demande pourrait par exemple être redirigée vers l'une des agences/institutions avec lesquelles l'OMC a des accords de coopération. La base de données sur le renforcement des capacités commerciales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'OMC pourra fournir

une orientation à cet égard. En tout état de cause, la priorité sera accordée aux demandes les plus urgentes, en particulier celles qui émanent des PMA et des petites économies vulnérables.

60. Les activités nationales en faveur des PMA s'ajouteraient aux activités d'assistance technique et de formation inscrites dans les programmes conjoints, dont le JITAP et le Cadre intégré, dans la mesure où il n'y aurait pas de chevauchements. Par ailleurs, ces activités s'ajouteraient aux services de consultation, qui pourraient être fournis et pour lesquels les conditions et les critères ont été définis séparément (voir le chapitre suivant), ainsi que des examens des politiques commerciales. Il convient également de noter qu'il y a toujours un certain nombre de PMA qui n'utilisent pas leur droit de demander des séminaires nationaux, ce qui tient à des raisons diverses, par exemple le manque de sensibilisation, le manque de capacité à identifier et hiérarchiser les besoins ou une capacité insuffisante pour accueillir une manifestation nationale. Le Secrétariat poursuivra ses efforts continus afin d'associer tous les PMA à tous les aspects du Plan, comme indiqué dans l'examen à mi-parcours.

61. Les activités nationales seront imputées sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

c) Séminaires régionaux

62. À l'issue des séminaires et ateliers régionaux, les bénéficiaires:

- auront acquis une connaissance pratique et une meilleure compréhension des accords et des questions couvertes par les négociations ainsi que les compétences nécessaires pour résoudre le cas échéant des problèmes spécifiques;
- auront échangé des informations et des données d'expérience; et
- auront placé et analysé les diverses questions dans un contexte régional.

63. Le principal avantage des séminaires et ateliers régionaux d'assistance technique et de formation est qu'ils permettent à l'OMC de toucher une audience plus homogène intéressée par les mêmes sujets; ils sont considérés comme avantageux, car il est évident qu'il serait impossible de traiter chacune de ces questions sur une base nationale dans chaque pays. Ils facilitent également les échanges de renseignements et de données d'expérience, ainsi que la création de réseaux, entre les participants. Les séminaires régionaux abandonnent de plus en plus souvent les explications élémentaires pour offrir des niveaux de formation plus avancés.

64. Bien que cette approche régionale convienne sans doute pour de nombreux sujets liés à l'OMC, il est devenu évident qu'elle était moins appropriée dans certains domaines qui requièrent une démarche plus focalisée au niveau national (voir le paragraphe 56).

65. Ces séminaires seront organisés dans une partie ou dans la totalité des régions et groupes de pays, de la manière la plus pratique et homogène:

- Afrique (anglais);
- Afrique (français);
- pays arabes et du Moyen-Orient;
- Asie et Pacifique;
- Caraïbes;

- Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase; et
- Amérique latine.

66. Certains sujets ne seront pas abordés dans toutes les régions au cours de 2005, la principale raison étant que certaines Divisions responsables d'un domaine donné estiment que le sujet a été traité de manière appropriée en 2004, ou qu'il sera abordé d'une autre façon, y compris au moyen de la formation à Genève (par exemple pour ce qui est du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends). En outre, certains sujets seront traités dans le cadre d'un cycle de deux ans, en partie pour réduire les coûts, en partie pour diminuer la pression qui pèse sur les fonctionnaires de l'OMC. Quoi qu'il en soit, ces sujets seront abordés de façon appropriée dans le cadre des cours de politique commerciale et des cours régionaux de politique commerciale. Dans certains cas, pour des raisons pragmatiques, des séminaires régionaux ou sous-régionaux supplémentaires qui ne figurent pas dans le Plan pourront être organisés parce que, par exemple, des explications complémentaires pourront être nécessaires sur une question donnée, sans qu'il soit possible de l'anticiper. Les séminaires régionaux portent sur les Accords du Cycle d'Uruguay ainsi que sur d'autres questions liées à l'OMC, le champ visé étant essentiellement déterminé par la décision des Membres. Alors que chaque séminaire sera conçu en fonction des spécificités du domaine visé, ces séminaires prendront en compte autant que possible différents niveaux de connaissances et degrés de spécialisation, parfois en les adaptant aux experts et "techniciens", ayant des connaissances spécialisées très poussées par exemple dans le domaine des règles, du règlement des différends, de l'accès aux marchés, des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce (OTC).

67. Le niveau d'expertise requis (audience cible) sera toujours précisé dans la lettre d'invitation; les bénéficiaires ont pour principale responsabilité de s'assurer que leurs participants ont le niveau de connaissances et d'expertise voulu. Comme indiqué ci-dessus (paragraphe 13 et 14), un processus de sélection peut également être mené pour certaines de ces activités, en fonction de leur format. Pour ce qui est de tester les niveaux de connaissance à la fin des séminaires, ceux-ci prévoient de plus en plus souvent des exercices d'autoévaluation et/ou des simulations dans le cadre de la formation, ce qui dans une certaine mesure permet aux participants d'"évaluer" si l'information a été complètement intégrée.

68. Les séminaires qui seront organisés au niveau régional portent notamment sur les domaines suivants:

- i) agriculture;
- ii) évaluation en douane;
- iii) règlement des différends;
- iv) marchés publics;
- v) accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA);
- vi) Accords commerciaux régionaux;
- vii) règles (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes, commerce d'État);
- viii) mesures SPS;
- ix) négociations sur les services et AGCS;
- x) OTC;

- xi) textiles et vêtements;
- xii) commerce et politique de la concurrence;
- xiii) commerce et développement, y compris: traitement spécial et différencié et petites économies;
- xiv) commerce et environnement;
- xv) commerce et investissement;
- xvi) facilitation des échanges; et
- xvii) aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) (par exemple indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre).

69. Le programme de travail proposé tient compte de la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004, en ce qui concerne certaines questions, en particulier celles qui se rapportent au PDD. Une attention plus spécifique sera accordée à la facilitation des échanges, la Décision du Conseil général faisant explicitement référence à l'assistance technique devant être fournie en la matière, et à l'AMNA.

70. Quant au lieu où l'on organisera les séminaires régionaux, ils seront fixés comme par le passé par consultation entre le Secrétariat et les Membres, afin d'assurer une répartition géographique raisonnable des activités, compte tenu également de considérations d'ordre pratique (facilités d'accès, salles de conférences, etc.). Seraient parties à ces consultations les coordonnateurs régionaux de l'Institut, la division opérationnelle qui entreprendra cette activité et les pays des régions où cette activité serait entreprise. Le cas échéant, cette activité pourrait être accueillie par une institution partenaire, y compris une banque de développement régionale, un centre de formation ou un secrétariat régional. Dans ce cas, le lieu du séminaire est choisi par l'institution partenaire.

71. Plusieurs autres produits d'assistance technique et de formation dont il est question plus loin dans le Plan seront également prévus au niveau régional. Au total, une vingtaine de produits distincts sont dispensés au niveau régional, visant tous les domaines et tous les Membres et pays accédants. Si tous les séminaires régionaux prévus sont mis en œuvre, leur nombre total atteindra presque 80. Ces séminaires seront financés par des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

d) Compétences et techniques en matière de négociations commerciales

72. L'OMC organise un cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales qui a pour objet de faire acquérir aux participants les compétences et les connaissances nécessaires concernant les stratégies et les tactiques à appliquer pour conduire des négociations, ainsi que des techniques d'analyse méthodique des décisions pour suivre et gérer le processus de négociation.

73. L'enseignement dispensé au cours de cette formation concernera la préparation des négociations, les véritables stratégies et tactiques de négociation, ainsi que la gestion du processus de négociation qui conduit à une issue bénéfique pour toutes les parties. Ces activités suivront des approches différentes, allant de la compréhension théorique des négociations antérieures et présentes au renforcement des compétences et des techniques, en passant par des simulations, des études de cas et l'utilisation de données tirées des bases de données existantes.

74. L'OMC organise des ateliers et des séminaires au cours desquels sont fournis des outils visant à aider les négociateurs commerciaux au cours du processus de négociation formel et informel, à la fois aux niveaux bilatéral et multilatéral. Certains des produits proposés ont été élaborés par l'OMC et d'autres en collaboration avec des milieux universitaires et des institutions régionales ou internationales:

- a) négociation d'accords commerciaux: stratégies, tactiques et simulations. Les simulations portent essentiellement sur les droits de douane et les services;
- b) base de données intégrée (BDI) et base de données sur les listes tarifaires codifiées avec leurs applications logicielles pour permettre l'extraction, l'analyse et l'utilisation des données: dispositif d'analyse sur le site Internet de la BDI, CD-ROM sur la BDI et outils de la BDI pour la présentation de rapports;
- c) "Boîte à outils pour les négociateurs et la formation": préparation et analyse de listes d'offres et de demandes et comparaison, analyse et élaboration de propositions sur les disciplines de l'OMC; et
- d) dispositifs pour l'élaboration ou l'amélioration des produits existants:
 - i) amélioration des outils logiciels de la BDI et des listes tarifaires codifiées; et
 - ii) amélioration de la boîte à outils pour les négociateurs commerciaux et élaboration d'un module sur les services.

75. Les personnes auxquelles sont destinés les cours intensifs sur les compétences en matière de négociations commerciales sont des fonctionnaires ayant une bonne connaissance des Accords de l'OMC qui représenteront leur gouvernement dans des négociations commerciales régionales ou internationales. Les personnes auxquelles sont destinés les produits visés aux alinéas b) et c) sont les négociateurs ayant des compétences informatiques. Les participants seront formés à l'utilisation de ces outils et feront des exercices pratiques leur permettant d'utiliser les données de la BDI ou des Listes ou bien leurs propres données. Les coûts seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et sur le budget ordinaire.

e) Activités de sensibilisation à l'intention des parlementaires et de la société civile

76. Les activités de sensibilisation à l'intention des parlementaires et de la société civile font partie d'une stratégie globale de l'OMC visant à aider les législateurs et les représentants de la société civile à mieux comprendre les dispositions de la Déclaration ministérielle de Doha. Elles répondent également aux objectifs énoncés dans la Déclaration en matière d'accroissement de la transparence en ce qui concerne les activités de l'OMC et en matière d'amélioration du dialogue avec le public. Les activités de sensibilisation consistent en ateliers nationaux organisés en réponse aux demandes des Membres de l'OMC (mentionnés dans une précédente section) et en ateliers régionaux organisés conjointement avec des institutions partenaires et menés dans des régions particulières.

77. En ce qui concerne les ateliers régionaux, ils sont d'une conception similaire. Ils sont d'un niveau introductif et pratique. Ils sont interactifs et les présentations sont couramment accompagnées de supports écrits et de documents de base. En outre, dans la mesure où les ateliers régionaux sont coorganisés et cofinancés par des institutions partenaires, ils permettent des échanges d'idées fertiles. Les gouvernements des divers pays hôtes sont informés de la tenue des ateliers régionaux et sont régulièrement invités à participer.

78. Les objectifs des ateliers régionaux sont les mêmes:

- favoriser une meilleure compréhension du SCM et développer l'intérêt à son égard;
- informer les parlementaires et les représentants de la société civile du fonctionnement de base de l'OMC, des principales questions qui se posent en matière de commerce international et de l'état d'avancement du PDD; et
- encourager le dialogue et les échanges de vues et d'idées entre les parlementaires et les représentants de la société civile en ce qui concerne les questions liées au commerce ou liées au développement présentant un intérêt particulier pour leurs régions.

79. Dans les ateliers régionaux, les participants reçoivent une initiation au SCM, qui couvre son histoire, sa structure, ses fonctions, ses principes, sa composition et ses procédures opératoires. Il leur est également fait des exposés sur le fonctionnement du Secrétariat de l'OMC et les processus de prise de décisions de l'Organisation. En outre, ils sont informés des principaux Accords de l'OMC et de l'état d'avancement des négociations dans le cadre du PDD. Les ateliers régionaux visent également à couvrir des questions présentant un intérêt particulier pour la région ou le groupe concernés; à cette fin, des conférenciers de la région et des représentants des organisations internationales et régionales sont régulièrement invités à y faire des exposés. Pendant toute la durée des ateliers régionaux, les parlementaires et les représentants de la société civile sont encouragés à examiner leurs rôles respectifs dans les processus multilatéraux, ainsi que les façons de faire mieux connaître les questions qui se posent en matière de commerce international aux parlementaires et au public.

80. Le coût des activités de sensibilisation est imputé sur le FGASPDD.

C. SOUTIEN UNIVERSITAIRE EN MATIÈRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: UNE APPROCHE INTÉGRÉE

81. L'IFCT a entrepris d'établir des partenariats entre le Secrétariat de l'OMC et les milieux universitaires s'occupant de politique commerciale dans les pays Membres. Ces partenariats visent à promouvoir des activités conjointes de renforcement des capacités tout en améliorant la capacité de l'OMC à former des fonctionnaires nationaux, renforcer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour une telle formation dans les pays en développement, contribuer à l'élaboration de programmes d'études concernant l'OMC dans les établissements d'enseignement supérieur et promouvoir la recherche sur les questions liées à l'OMC en vue de renforcer les capacités de négociation nationales et régionales. Ces partenariats s'appuient sur diverses activités déjà entreprises par le Secrétariat de l'OMC. Elles évolueront au fil du temps, certaines passant progressivement sous la responsabilité des partenaires.

82. Cette approche intégrée comporte quatre éléments interconnectés. Chacun peut en principe se suffire à lui-même, mais les synergies naturelles favorisent leur intégration et accroissent les perspectives de durabilité. Les quatre éléments de cette approche intégrée pour l'établissement de partenariats universitaires en matière de renforcement des capacités sont les suivants:

- a) formation de fonctionnaires nationaux;
- b) établissement de partenariats institutionnels au niveau régional pour des activités de renforcement des capacités;
- c) élaboration au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes d'arrangements pour l'organisation de cours conjoints pour la formation des fonctionnaires;

- d) création avec des établissements d'enseignement supérieur de réseaux universitaires comportant plusieurs éléments qui peuvent être développés:
 - i) élaboration de programmes d'études;
 - ii) développement des connaissances par la formation;
 - iii) mise au point de moyens pédagogiques;
 - iv) échange de renseignements;
 - v) encouragement de recherches conjointes entre universitaires de pays en développement et l'OMC;
 - vi) élaboration d'un programme de soutien aux études de doctorat;
 - vii) formulation d'arrangements pour permettre à des universitaires d'effectuer de courtes visites d'étude à l'OMC;
 - viii) élargissement de l'accès du public aux renseignements concernant l'OMC dans les universités.

83. Les coûts de ces activités seront, sauf indication contraire, imputés essentiellement sur le FGASPDD.

84. Les activités visant à établir des partenariats pour la formation et le renforcement des capacités incluent les éléments suivants:

i) Cours régionaux de politique commerciale

85. Comme il est indiqué dans la section A a) ii), les cours régionaux de politique commerciale sont un élément clé de la constitution de tels partenariats, l'objectif principal étant de transférer et de renforcer la maîtrise locale et les capacités au niveau régional.

ii) Ateliers pour professeurs d'université sur les questions concernant l'OMC

86. Des ateliers sont organisés périodiquement pour consolider et faire progresser les partenariats de l'OMC avec les milieux universitaires. Ils sont essentiels pour une coordination adéquate et la constitution de réseaux. Ils portent sur différents aspects des activités conjointes, dont l'enseignement et la recherche, l'objectif global étant d'accroître la capacité des Membres à participer effectivement à l'OMC. Parmi les sujets de discussion possibles figurent l'élaboration de programmes d'enseignement, les moyens et documents pédagogiques, l'échange de renseignements, l'évaluation des activités conjointes d'enseignement à l'intention des fonctionnaires nationaux et la recherche conjointe. En outre, ces réunions servent à tenir les partenaires universitaires au courant des progrès réalisés dans les négociations et l'exécution du programme de travail de l'OMC et aussi à préparer les cours régionaux de politique commerciale organisés par le Secrétariat dans les régions.

87. Ces ateliers durent trois jours, chacun pouvant compter une trentaine d'universitaires de chaque région. Le Secrétariat prévoit d'organiser sept ateliers de ce type en 2005, dont cinq seront directement liés aux cours régionaux de politique commerciale, et dont deux se dérouleront dans les deux régions qui ne bénéficient pas encore de cours régionaux de politique commerciale.

iii) *Programme de soutien d'études de doctorat*

88. Le principal objectif d'un tel programme de soutien est de contribuer au renouvellement et à l'élargissement continus des compétences universitaires concernant l'OMC dans les pays en développement.

89. Le Secrétariat fournira un financement et une aide à des étudiants en doctorat de pays en développement pour la conduite de recherches d'une durée de trois à six mois à l'OMC et les orientera et conseillera en collaboration étroite avec ceux qui supervisent leurs études universitaires. Comme il est probable que ce soit là un moyen très efficace d'amener de jeunes universitaires à entreprendre des recherches sur des sujets concernant l'OMC et présentant un intérêt direct pour les gouvernements, l'intention est de recevoir jusqu'à 12 étudiants à la fois. En 2005, des crédits seront alloués pour 12 étudiants sur l'ensemble de l'année.

iv) *Programme à l'intention d'universitaires invités*

90. Le Secrétariat facilitera des visites d'universitaires en exercice travaillant sur des questions concernant l'OMC pour une durée maximale de six mois. Ils pourront ainsi dialoguer avec le Secrétariat et plus généralement les milieux s'occupant de politique commerciale et augmenter la pertinence de leurs travaux pour l'OMC. Ces universitaires financeraient eux-mêmes leur visite.

v) *Collaboration dans le domaine de la recherche*

91. Le principal objectif de la collaboration dans le domaine de la recherche est d'élaborer avec des universitaires de pays en développement des initiatives conjointes de recherche sur les questions concernant l'OMC. Une telle collaboration augmentera l'intérêt des milieux universitaires pour les recherches intéressant l'OMC et augmentera le nombre d'analyses régionales et nationales portant sur des questions de politique liées à l'OMC. Le coût des programmes de recherche conjoints prévus en 2004 sera imputé sur le budget ordinaire.

vi) *Programme de diffusion de documents pour les universités*

92. Le principal objectif du programme de diffusion de documents pour les universités est de contribuer à la création et/ou au renforcement de "bibliothèques" consacrées à l'OMC dans les universités des pays en développement, l'objectif étant de faciliter l'accès des étudiants à cette source de renseignements.

93. Chaque année, l'OMC diffuse une série de publications de l'OMC, sous forme imprimée ou en format électronique, à des groupes d'universités de pays en développement. Une collaboration en vue d'un projet éventuel à l'échelle mondiale a été discutée avec l'Université des Nations Unies. Le coût en sera imputé sur le budget ordinaire.

D. DISPOSITIFS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION DE SOUTIEN

94. Le Secrétariat a élaboré un certain nombre de produits et de dispositifs d'assistance technique qui ont pour objet de fournir un soutien général ou spécifique aux délégations et aux bénéficiaires, à la fois sur le terrain et à Genève. Sur le terrain, cela peut inclure la fourniture d'un soutien en matière d'infrastructures, par l'intermédiaire des centres de références, qui facilitent l'accès aux renseignements liés à l'OMC ainsi qu'au matériel de formation sous divers formats, y compris sous forme imprimée ou électronique, d'un soutien en matière de services de secrétariat pour les pays n'ayant pas de représentation à Genève, ainsi que du soutien accordé dans le cadre de l'examen des politiques commerciales. Cela inclut aussi le soutien fourni à Genève, par exemple par l'intermédiaire de la semaine de Genève, des journées d'introduction, des programmes de stages de l'OMC, de l'aide

aux délégations en poste à Genève, des séances d'information, ainsi que l'aide fournie pour effectuer l'évaluation des besoins.

a) Activités à Genève

i) Symposiums tenus à Genève portant sur des sujets précis

95. Au total, 16 symposiums indépendants devant se tenir à Genève sur des sujets précis ont été proposés par les divisions, reflétant dans une large mesure les suggestions émanant des différents organes de l'OMC, ainsi que les domaines qui méritent une attention prioritaire dans le cadre du PDD. Les symposiums se tiennent souvent simultanément aux réunions, qui deviennent alors une partie intégrante de l'activité pour les participants. Compte tenu des limitations financières et de la nécessité d'équilibre entre les différents produits, le Plan prévoit onze symposiums de ce type pour un budget total d'environ 3,5 millions de francs suisses.⁵

96. Les coûts seront imputés sur les fonds d'affectation spéciale.

ii) Journées d'introduction à l'OMC

97. Les Journées d'introduction à l'OMC sont généralement organisées trois à quatre fois par an à Genève à l'intention des délégués nouvellement arrivés, des organisations non gouvernementales, des journalistes, des nouveaux fonctionnaires de l'OMC, des stagiaires travaillant dans le Secrétariat et des fonctionnaires intéressés d'autres organisations internationales. D'autres délégués et fonctionnaires intéressés peuvent également assister aux présentations.

98. Les objectifs visés sont qu'à la fin de chaque journée les participants doivent avoir:

- acquis une compréhension générale de l'OMC, de son fonctionnement et de ses principes fondamentaux;
- appris à accéder par l'informatique aux ressources pertinentes de l'OMC; et
- été informés des activités en cours à l'OMC (y compris les négociations).

99. Ces journées sont organisées par l'IFCT en coopération avec les experts des autres divisions et consistent essentiellement en une présentation sur l'OMC, l'historique du SCM, les principes de base de l'OMC, son fonctionnement ainsi que les différentes manières d'accéder aux informations la concernant. Ces journées se tiennent au siège. Elles n'impliquent aucun coût direct

iii) Autres formes de soutien fourni à Genève

100. Divers produits sont fournis directement à Genève; ils comprennent:

- la "*Semaine de Genève*" à l'intention des délégations qui n'y ont pas de représentation, financée sur le budget ordinaire de l'OMC. Afin de répondre aux problèmes particuliers rencontrés par les Membres et observateurs qui n'ont pas de représentation à Genève et de renforcer leur participation dans le SCM, l'OMC organise la "*Semaine de Genève*", au cours de laquelle des représentants de ces pays

⁵ Les activités devant se tenir à Genève qui n'ont pas été retenues sont les suivantes: un atelier sur le commerce et l'environnement, un atelier sur les différentes approches en matière d'évaluation de la conformité, un symposium sur la politique de la concurrence, un atelier sur les télécommunications et un atelier sur les ADPIC et la santé publique.

en poste dans leur capitale ou dans des pays européens sont invités à Genève. Deux de ces semaines sont prévues en 2005. Leurs coûts sont imputés sur des fonds d'affectation spéciale. À la fin de la semaine, les participants auront:

- o acquis une bonne connaissance de l'état des travaux et des méthodes de travail de l'OMC ainsi que diverses activités d'assistance technique proposées; et
- o eu la possibilité, pendant leur séjour, de prendre part aux travaux des organes de l'OMC et d'avoir des contacts avec d'autres organisations et d'autres délégations établies à Genève;
- *le bulletin d'information à l'intention des pays n'ayant pas de représentation à Genève (the Newsletter for Non-Residents)* préparé par le Secrétariat, qui cherche à répondre aux difficultés particulières rencontrées par les Membres qui n'ont pas de représentation à Genève en ce qui concerne leur participation aux travaux de l'OMC. Ce bulletin fournit des renseignements sur les réunions et les activités récentes, ainsi que sur les activités à venir. Il est préparé sur une base mensuelle, mais est périodiquement complété par des communications additionnelles.
- *une assistance ad hoc*: une telle assistance est fournie aux délégations en visite à Genève, sous la forme de programmes spéciaux, de conférences, d'exposés et de réunions; de même, les délégations demandent fréquemment directement aux divisions de l'OMC un soutien sur des accords spécifiques (aucun coût direct);
- *des séances d'information sous forme de vidéoconférences*: régulièrement, le Secrétariat organise avec des pays bénéficiaires des vidéoconférences pour leur fournir des renseignements sur des questions spécifiques. De nombreux pays peuvent être reliés simultanément au siège par ce moyen pour établir un dialogue interactif. De telles conférences sont très économiques (les coûts portant généralement sur les liaisons vidéo et téléphoniques);
- *des services de secrétariat pour les groupes régionaux*: de plus en plus, le Secrétariat apporte un soutien aux réunions des groupements régionaux et organise à leur intention des exposés sur des sujets spécifiques concernant l'OMC en fonction des négociations (aucun coût direct); et
- *un rôle consultatif sur les questions juridiques*: depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, conformément aux prescriptions de l'article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord), le Secrétariat fournit des services juridiques à tout pays en développement qui en fait la demande au cas où il est impliqué dans le règlement d'un différend (coûts imputés sur le budget ordinaire).

iv) Programmes de stages

101. Le système de stages de l'OMC a été entièrement développé et consolidé. Le programme de stages de l'OMC comprend quatre éléments différents. La nature et la durée de ces programmes varient, mais ils ont tous pour objectif commun sous-jacent le renforcement des capacités humaines de façon systématique et cumulative:

- a) les stages ordinaires de l'OMC⁶, pour lesquels les stagiaires sont sélectionnés à Genève, par les divisions de l'OMC. En règle générale, ces stagiaires sont employés par l'OMC pour une période pouvant aller jusqu'à 24 semaines, la durée du stage dépendant du projet sur lequel le stagiaire est appelé à travailler, et des besoins de chaque division. Les stagiaires rémunérés reçoivent une indemnité journalière de 60 francs suisses (y compris les week-ends et les jours fériés). Ce programme est financé par le budget ordinaire de l'OMC et géré par la Division des ressources humaines;
- b) le programme néerlandais de stages, qui est ouvert aux fonctionnaires des PMA, des autres pays à faible revenu et des pays et territoires à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui sont Membres ou Observateurs ou bien qui sont en cours d'accession. Ils sont sélectionnés par l'OMC, les candidatures devant être approuvées par le Ministère néerlandais du développement et de la coopération. Les stagiaires sont considérés comme des fonctionnaires de l'OMC (classe 7, professionnels débutants) et bénéficient des droits, privilèges et immunités conférés à ces derniers. Les stagiaires ne peuvent occuper aucun poste à l'OMC pendant les trois années suivant la fin du stage dont la durée est en principe de 14 mois. Ce programme a débuté en octobre 1998. En moyenne, quatre à cinq stagiaires ont été recrutés chaque année. La poursuite de ce programme dépendra des ressources disponibles;
- c) le stage de coordinateur régional de l'OMC: dans le cadre de ce programme, le stagiaire sera rémunéré par l'OMC et il sera basé, pour une période de six mois, *sans prolongation*, au sein de la Mission d'un coordinateur faisant partie de l'un des neuf groupes désignés et exerçant cette fonction par roulement. À la fin des six mois, ce sera le tour du coordinateur du groupe désigné suivant sur les neuf groupes identifiés (ce sont les groupes qui choisissent les coordinateurs). Ces groupes sont les suivants:
 - i) les pays ACP – Secrétariat à Genève et bureau du coordinateur du pays désigné par roulement;
 - ii) le Groupe africain de l'OMC;
 - iii) la CARICOM;
 - iv) le GRULAC;
 - v) la SAARC;
 - vi) le Groupe consultatif des PMA à l'OMC;
 - vii) le Groupe informel des pays en développement;
 - viii) le Groupe arabe; et
 - ix) le Groupe des îles du Pacifique;

le système de stages sera strictement limité à ces neuf groupements. Dans le cadre de ce système, les stagiaires recevront une rémunération de 3 000 francs suisses par mois, plus les frais de voyage, au titre du FGASPDD;

⁶ Officiellement, ces stages ne constituent pas un "produit" de l'ATLC, bien qu'un grand nombre de stagiaires viennent de pays en développement.

- d) les stages de l'OMC dans les missions: ce programme a été mis au point au début de 2001 avec un objectif similaire à celui du programme néerlandais, à l'intention des missions à Genève. Les candidats travaillent dans la mission de leur pays à Genève et non au Secrétariat de l'OMC et peuvent représenter leur pays auprès des différents organes de l'OMC. Ce programme est avant tout destiné aux missions des PMA et des petites économies vulnérables. Compte tenu que les ressources affectées à ce programme sont limitées, la préférence est accordée aux pays ayant le PNB par habitant le plus bas et la plus faible quantité de personnel à Genève. Pour ce programme, les stagiaires sont sélectionnés par la Division des ressources humaines et par la mission concernée sur la base d'une liste de CV détaillés, et d'entretiens téléphoniques, éventuellement. En résumé, les critères de sélection sont les mêmes que ceux appliqués aux postes à pourvoir à la classe de début à l'OMC. La poursuite de ce programme dépendra de la disponibilité des ressources, qui, au cours des deux dernières années, provenaient des fonds réservés à des fins particulières, qui ont besoin d'être renfloués. Dans le cadre de ce système, les stagiaires reçoivent une rémunération de 3 000 francs suisses par mois, plus les frais de voyage.

b) Activités sur le terrain

i) Services de consultation sur les politiques commerciales⁷

102. L'objet des services de consultation est d'aider à répondre aux questions de politique commerciale identifiées par les Membres et à poser des diagnostics et formuler des recommandations pratiques sur la façon de les traiter. Les services de consultation permettront d'identifier les lacunes dans l'assistance technique planifiée et de répondre aux types de questions qui ne sont pas couvertes par les activités actuelles de l'OMC. Comme ces services seront fonction de la demande, ils seront conçus pour répondre aux préoccupations spécifiques du Membre requérant. Un service de consultation pourrait déterminer dans quelle mesure le Membre est capable d'identifier ses intérêts commerciaux stratégiques de manière effective compte tenu de sa stratégie globale de développement ou de gérer le processus d'élaboration des politiques sur le plan interne et au niveau international. Il pourrait aussi aider le Membre à procéder à une évaluation préliminaire de ses besoins en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. Le cas échéant, les diagnostics et recommandations découlant des services de consultation seront intégrés au processus ordinaire de formation/d'assistance technique de l'OMC. Dans chaque cas, d'autres organisations pertinentes seront associées à ce type de services afin qu'elles les éclairent de leurs compétences.

103. Les services de consultation sur les politiques commerciales sont une forme d'activité nationale, et comme indiqué dans la note du Secrétariat, ils peuvent être utilisés par des pays dans des situations différentes. Ils peuvent par exemple desservir des pays qui sortent de crises ou de conflits et doivent repartir de "zéro" pour reconstruire leur régime commercial. Un premier service de consultation a ainsi été lancé en Sierra Leone en août 2003 et un deuxième a été fourni en Angola pendant l'été 2004. Ce service a été assuré par le Secrétariat de l'OMC, y compris diverses divisions (Développement, IFCT, examen des politiques commerciales), et en association avec le CCI, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'ONUDI et le Secrétariat du Commonwealth. D'autres organisations ont été invitées à participer, y compris la CNUCED et la Banque mondiale. La mission a duré trois jours et a débouché sur une première identification des besoins, offrant ainsi une base pour une action de suivi par les organismes compétents. À ce stade on ne peut en prévoir la demande ou le nombre de services qui pourront être fournis dans la pratique. La

⁷ On trouvera une description plus détaillée de la notion de services de consultation sur les politiques commerciales dans le document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003, élaboré pour le Comité du commerce et du développement.

réponse du Secrétariat à une demande de consultation commerciale dépendra des ressources disponibles. Dans certains cas une approche régionale peut être adoptée si plusieurs Membres de la même région ont des sujets de préoccupation analogues. Budgétairement, ils seront inclus dans les activités nationales.

ii) *Centres de référence*

104. Un Centre de référence de l'OMC est un endroit spécialisé, généralement rattaché au Ministère du commerce, et faisant office de centre de documentation et d'information sur le commerce, où la documentation pertinente sur le SCM est volontiers mise à la disposition des fonctionnaires, de la presse, du public en général, de la communauté des affaires, des milieux universitaires et autres utilisateurs autorisés. L'établissement d'un Centre de référence de l'OMC implique trois éléments:

- a) la création d'une "bibliothèque" locale contenant des documents et des publications sur l'OMC, y compris des CD-ROM et d'autres documents exploitables sur machine;
- b) l'accès à Internet, en particulier au site Web de l'OMC;
- c) une formation pratique à l'utilisation des logiciels pertinents, de l'explorateur Web, des hyperliens et du courrier électronique pour communiquer avec l'OMC.

105. Le Centre de référence fournit un accès direct aux sites Web de l'OMC et aux bases de données de l'OMC, publics ou réservés aux utilisateurs autorisés, aux documents officiels de l'OMC, tels que Documents en ligne, la BDI, les LTC, les listes électroniques de services de l'OMC, les bases de données statistiques, le texte des Accords et autres documents officiels mis en circulation pendant les négociations. Des versions électroniques du site Web sont également fournies sur CD-ROM. Le Centre de référence fournit non seulement des renseignements sous forme écrite et électronique aux utilisateurs, mais les met également en rapport avec des experts avertis de l'OMC, qui peuvent les aider à comprendre et à interpréter les règles et leur incidence sur le développement, ou à résoudre des problèmes et répondre à des questions sur des sujets relatifs à l'OMC. Des spécialistes, à savoir des coordinateurs, sont rattachés aux Centres de référence afin d'aider les utilisateurs à se repérer dans la documentation technique et juridique.

106. Au cours de l'année 2005, le programme des centres de référence se concentrera essentiellement sur les PMA et le JITAP pour les pays africains. En outre, le programme sera axé sur la qualité des équipements informatiques fournis aux pays bénéficiaires, des outils en ligne et hors lignes tels que les modules de formation informatique que l'OMC met actuellement au point sur CD-ROM et DVD, et, enfin, sur la formation des participants utilisant la connexion en ligne aux bases de données de l'OMC. Il est envisagé d'entreprendre 24 missions en vue de l'établissement et de l'amélioration des centres de référence, qui seront financées par les fonds d'affectation spéciale.

iii) *Assistance technique dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC)*

107. Le MEPC est un dispositif utile pour comprendre les politiques et pratiques commerciales des Membres et en garantir la transparence. Les examens des politiques commerciales des pays en développement et des PMA Membres remplissent de plus en plus une fonction d'assistance technique et ont permis de mieux comprendre la structure en place en matière de politique commerciale et ses rapports avec les Accords de l'OMC; ils jouent de ce fait un rôle important dans le "renforcement des capacités et l'intégration". Les principaux objectifs de ces examens sont:

- une meilleure compréhension par les pays des Accords de l'OMC, afin de leur permettre de mieux s'y conformer et de mieux s'intégrer dans le système commercial multilatéral; et
- une collaboration plus poussée entre les différents services gouvernementaux.

108. Dans la mesure où ils couvrent en détail les politiques des Membres, les rapports du Secrétariat permettent d'identifier les faiblesses éventuelles des politiques suivies et les domaines spécifiques dans lesquels une assistance technique supplémentaire peut être nécessaire.

109. Depuis 2000, est organisé dans le cadre de ce processus à l'intention de fonctionnaires des PMA et d'un certain nombre d'autres pays en développement un séminaire de deux à quatre jours sur l'OMC et notamment sur la procédure d'examen des politiques commerciales et le rôle du commerce dans la politique économique, qui comporte la présentation par les participants du pays examiné d'un exposé sur l'expérience acquise dans les efforts de libéralisation du commerce et des tables rondes. Le rapport du Secrétariat sur l'examen des politiques commerciales des PMA et d'autres pays peu avancés comprend un chapitre sur les besoins et priorités en matière d'assistance technique identifiés avec le Membre concerné, l'intention étant d'utiliser ces informations dans le processus du Cadre intégré (CI). Dans le cas des PMA, le Secrétariat travaille également en étroite collaboration avec la Banque mondiale sur l'aspect commerce des études diagnostiques de l'intégration du commerce effectuées par cette dernière, les examens s'inscrivant dans le cadre de ces études diagnostiques. En outre, le MEPC joue un rôle important dans les nouveaux services de consultation sur la politique commerciale (paragraphe 5 et 6 du document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003). L'IFCT et la Division de l'examen des politiques commerciales œuvrent conjointement à l'élaboration d'une méthode en vue d'utiliser de façon plus systématique les examens des politiques commerciales comme outil pour l'évaluation des besoins (voir ci-après). Ces activités sont assimilées à des activités nationales et les coûts en sont imputés sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

c) Autres activités

i) Aide aux bénéficiaires pour la conduite de l'évaluation des besoins

110. On reconnaît généralement que l'ATLC dispensée par l'OMC peut contribuer plus efficacement au développement de capacités durables à condition d'être planifiée et élaborée sur la base d'une évaluation approfondie des besoins des Membres. À la suite des débats menés dans le cadre du CCD et du processus de consultations informelles, il a été convenu que le Secrétariat de l'OMC établirait des lignes directrices qui pourraient être utilisées par les bénéficiaires pour mener leur propre évaluation des besoins en matière d'ATLC. Ces lignes directrices sont reproduites dans le document JOB(04)/113.

111. L'objectif de ces lignes directrices est d'aider les pays Membres au cours du processus d'identification de leurs besoins, en gardant à l'esprit que cette tâche incombe avant tout au pays bénéficiaire. Ces lignes directrices proposées ont été élaborées sur la base des évaluations des besoins pilotes qui ont été menées grâce aux études documentaires du Secrétariat. Les lignes directrices ne sont en aucune façon obligatoires et les pays sont encouragés à adapter leur approche à leur propre situation. Le Secrétariat peut aider les bénéficiaires à entreprendre leur évaluation des besoins en leur fournissant des données et des renseignements ayant une pertinence directe.

ii) Téléenseignement et technologies de l'information

112. Les principaux objectifs du programme concernant le téléenseignement et les technologies de l'information sont les suivants:

- utiliser à plein l'informatique et Internet comme complément et alternative au programme de formation traditionnel;
- améliorer l'audience de l'OMC auprès des établissements universitaires et des étudiants;
- élaborer des moyens pédagogiques pour la formation relative à l'OMC qui ne nécessitent pas la présence simultanée des stagiaires et des formateurs à Genève ou dans les régions.

113. À cet effet, le Secrétariat poursuivra la mise au point d'un programme complet de téléenseignement consistant en différents types d'outils d'assistance technique et de formation basés sur les technologies de l'information. Chaque type de produits vise des différentes catégories de participants et répondra à des besoins distincts.

- a) *Modules de formation informatisés*: le Secrétariat continuera à élaborer des modules de formation informatisés portant sur des Accords/des questions de l'OMC spécifiques. Ces modules seront disponibles en ligne par l'intermédiaire de la page Web de l'OMC et/ou sur CD-ROM ou DVD. Les modules de formation informatisés sont utilisés essentiellement pour l'autoformation. Chaque module inclut de la théorie et des exercices sous forme de questionnaires à choix multiples avec un mécanisme de correction automatique. Les modules développés jusqu'à présent étaient à base de texte. Le premier module à base de vidéo est en cours d'élaboration, en collaboration avec l'Institut d'études avancées de l'Université des Nations Unies. Des modules portant sur un certain nombre d'Accords de l'OMC sont déjà disponibles, et trois à quatre modules supplémentaires seront mis au point en 2005.
- b) *Assistance technique au moyen de CD-ROM combinés à des vidéoconférences*: ce type de téléenseignement consiste en une combinaison de supports étroitement liés – présentations de diapositives, fichiers vidéos, documents de référence tels que des textes juridiques et des listes d'engagements spécifiques, tous emmagasinés sur le même CD-ROM. La formation complémentaire est dispensée au moyen de vidéoconférences. La fourniture d'activités d'assistance technique au moyen de ce type de téléenseignement continuera à faire l'objet d'essais en 2005, avec l'élaboration de deux à trois modules sur des secteurs de services spécifiques; et
- c) *Formation en ligne*: cette plateforme Internet fournit des cours interactifs sur Internet permettant aux fonctionnaires gouvernementaux d'avoir accès en ligne aux supports de formation et à leurs formateurs attitrés depuis leur bureau dans la capitale, la mission ou le terrain. En 2004, un cours sur les principes de base de l'OMC a été dispensé en anglais à l'intention de 62 participants de pays en développement Membres. Des cours en français et/ou en espagnol seront également proposés en 2005. Le Secrétariat mettra au point à titre d'essai des cours sur une gamme de questions concernant l'OMC, allant des questions générales aux questions spécifiques. La possibilité d'utiliser la formation en ligne alliée à des activités traditionnelles face à face sera aussi examinée. L'objectif sera de fournir une formation plus approfondie dans les pays en développement en proposant d'abord de brefs cours d'introduction au moyen de la formation en ligne suivis par des activités d'assistance technique ordinaires sur le terrain à un niveau avancé.

114. Le coût du programme de téléenseignement de 2005 sera imputé sur le budget ordinaire et les fonds d'affectation spéciale.

E. CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES ET DES ATELIERS INTERNATIONAUX

115. On demande de plus en plus souvent à l'OMC de prendre part à des réunions, conférences, séminaires et colloques internationaux organisés au niveau technique ou au niveau politique (ministériel) et d'y être représentée. Les fonctionnaires de l'OMC sont fréquemment appelés à effectuer des présentations spécifiques, sur un sujet particulier, et à présenter des exposés dans le cadre des ateliers et des conférences organisés et financés par les institutions partenaires. Dans la plupart des cas, ces réunions ne peuvent être prévues à l'avance et il ressort de l'expérience passée que l'OMC participe chaque année à 80 ou 100 événements de ce genre. La participation de l'OMC à ces réunions est considérée comme indispensable pour diverses raisons:

- a) elle peut être essentielle pour coordonner et définir des politiques efficaces avec d'autres institutions, ainsi que pour assurer la cohérence des politiques suivies;
- b) elle fournit l'occasion d'informer les parties prenantes de l'état des négociations ou de traiter et clarifier certaines questions concernant l'OMC;
- c) elle peut être critique pour nouer un dialogue politique avec certains milieux, y compris le secteur privé, les parlementaires et les organisations non gouvernementales (ONG).

116. En outre, il est important pour l'OMC d'être représentée en particulier aux réunions tenues conjointement avec d'autres organisations internationales et de contribuer aux débats qui portent la marque de l'OMC.

117. Les coûts de la participation de l'OMC à ces activités seront imputés sur le budget ordinaire et le FGASPD.

IV. PROCESSUS ET PROGRAMMES

118. Deux mécanismes/programmes particuliers ont été conçus sur la base d'une collaboration entre des institutions, des donateurs et des bénéficiaires, dans le but d'aider les pays bénéficiaires à participer plus pleinement au système commercial multilatéral: le JITAP et le CI pour l'ATLC qui sont présentés ci-après.

a) Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP)

119. Le JITAP est un programme d'assistance technique interorganisations visant plusieurs pays, mis en œuvre par l'OMC, la CNUCED et le CCI et constitue une partie intégrante du Plan. La deuxième phase du JITAP, qui a débuté en février 2003, concerne 16 pays africains⁸ choisis selon des critères déterminés conjointement par les institutions et les donateurs participant au programme.

120. Le JITAP vise à renforcer les capacités et à élargir la base de connaissance nationale des pays bénéficiaires pour tout ce qui concerne le SCM, en vue de les aider:

- a) à participer de manière plus effective aux négociations commerciales, à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et à élaborer des politiques liées au commerce;

⁸ Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.

- b) à améliorer la capacité d'offre et la connaissance des marchés des entreprises exportatrices et prêtes à exporter pour qu'elles tirent avantage des possibilités commerciales découlant d'un meilleur accès aux marchés dans le cadre du SCM.

121. Les principales caractéristiques et la stratégie du JITAP II peuvent être résumées comme suit:

- a) partenariat entre les organisations d'exécution, les pays participants et les donateurs, complété par la participation d'autres fournisseurs d'ATLC;
- b) création de réseaux et de synergies entre les pays participants et large utilisation des capacités nationales existantes;
- c) mise en place des modules du programme par le pays à l'aide des ensembles d'outils génériques fournis par les organisations participantes;
- d) mise en commun des ressources dans un Fonds commun d'affectation spéciale et coordination avec d'autres programmes d'ATLC;
- e) détermination des pays partenaires et de leur participation en fonction de plusieurs critères, notamment:
 - i) affectation de ressources de contrepartie aux activités menées dans le cadre du programme;
 - ii) établissement d'un Comité directeur national et création/institutionnalisation d'un Comité interinstitutionnel sur le SCM;
 - iii) intégration du commerce en tant qu'élément moteur de la lutte contre la pauvreté; et
- f) gestion axée sur les résultats, une attention particulière devant être accordée aux questions liées à la parité entre les sexes et à la lutte contre la pauvreté.

122. Dans le cadre des activités élargies du JITAP en 2004, un exercice de programmation consistant dans l'élaboration de documents de projet spécifiques à chaque pays bénéficiaire a été lancé et des ateliers de lancement organisés dans les huit nouveaux pays couverts par le JITAP.⁹ Les documents de projet de chaque pays comprennent notamment un plan de mise en œuvre énonçant en détail les activités devant être entreprises.

123. Les activités que l'OMC doit mener en 2005 dans le cadre du Module 2 comprendront principalement des missions techniques visant à établir ou à améliorer les centres de référence et les points nationaux d'information sur les mesures SPS, les OTC et les ADPIC dans chacun des 16 pays visés par le JITAP. Ces missions consisteront à fournir des équipements informatiques et à former des gérants à l'exploitation efficace des centres de référence et des points d'information.

124. Le coût total de la mise en œuvre du JITAP II est estimé à 12,6 millions de dollars EU et est imputé sur le Fonds d'affectation spéciale du JITAP.

⁹ Botswana, Cameroun, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sénégal et Zambie.

b) Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA

125. Les objectifs principaux du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA sont les suivants:

- renforcer la croissance économique et les capacités de développement des PMA grâce aux efforts combinés de six organisations internationales, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et l'OMC, avec la pleine participation des partenaires de développement et de la communauté des donateurs;
- assurer l'intégration des politiques commerciales nationales dans les stratégies globales de développement et de lutte contre la pauvreté de chaque pays; et
- coordonner l'assistance technique liée au commerce fournie par les diverses institutions et autres partenaires de développement (aux niveaux bilatéral et multilatéral), chacun opérant dans son propre domaine de compétence et avec ses propres ressources.

126. À ce jour, le processus du Cadre intégré concerne 35 pays se trouvant à des stades de développement divers.

127. En 2005, la conception, la gestion et la mise en œuvre d'activités existantes et nouvelles seront entreprises. Celles-ci comprendront:

- la participation à des réunions de la structure de gestion du Cadre intégré, comme le Groupe de travail du Cadre intégré et le Comité directeur du Cadre intégré. Bien qu'il se réunisse normalement au siège de l'une des six organisations participantes, il est probable qu'en 2005 le Groupe de travail tiendra quelques réunions dans les pays bénéficiaires pour rapprocher le Cadre intégré des réalités "du terrain"; et
- la participation à des séminaires et conférences liés au Cadre intégré, ainsi qu'à des ateliers pour sa mise en œuvre, tels que les ateliers de validation et les ateliers de mise en œuvre organisés avec la communauté des donateurs de chaque pays. Le Secrétariat participera également à l'exécution de projets d'ATLC découlant du processus du Cadre intégré. Il convient de garder à l'esprit que le nombre de PMA participant au Cadre intégré a considérablement augmenté (35 à ce jour), ce qui aura des conséquences directes sur le nombre d'activités liées au Cadre intégré auxquelles le Secrétariat participera.

128. La plupart des activités prévues auront trait à la participation de l'OMC à des ateliers et séminaires nationaux dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à des réunions de la structure de gestion.

V. PARTENARIATS ET EXTERNALISATION

129. Pour développer et renforcer les capacités locales des pays bénéficiaires et accroître leur maîtrise des diverses activités, l'accent est mis de plus en plus sur les partenariats avec d'autres fournisseurs ou promoteurs d'assistance technique, à divers niveaux d'intervention. Ces partenariats peuvent porter sur la conception et l'exécution de programmes spécifiques, y compris le CI et le JITAP, ainsi que sur la coopération générale en matière d'ATLC avec d'autres organismes et organisations. Dans chaque région géographique, des partenariats sont établis et utilisés essentiellement à des fins de formation et d'exécution d'activités conjointes. Leur nature varie beaucoup d'une institution partenaire à l'autre, en fonction de l'institution elle-même, de la teneur des engagements quelconques qui peuvent avoir été signés et des objectifs convenus dans les arrangements de partenariat.

130. Le Plan entend faire fond sur ce qui a déjà été mis au point au cours des dernières années. Il a été reconnu que les partenariats avaient considérablement amélioré la fourniture de l'assistance technique de l'OMC. À cet égard, les partenariats sont également inévitables lorsque l'on considère que la majeure partie de la formation et de l'assistance technique concerne les Accords de l'OMC et, plus récemment, le PDD.

131. On espère que ces partenariats vont:

- améliorer la qualité des activités de formation et de coopération technique en utilisant les capacités, les compétences et les installations existantes, au niveau régional et/ou à Genève. En outre, cette coopération facilite la fourniture de l'assistance technique et la diffusion des programmes de formation de l'OMC;
- assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'activités de formation et d'assistance technique liées à l'OMC;
- transférer graduellement la maîtrise des activités et constituer des partenariats pour l'assistance technique; et
- utiliser au mieux les ressources disponibles.

a) Partenariats régionaux

132. Des arrangements de partenariat ont été établis au niveau régional, qui se présentent notamment sous la forme des activités suivantes:

- en Afrique, beaucoup d'activités de formation et de coopération technique sont entreprises en partenariat avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), etc. L'Agence internationale de la francophonie sera aussi un des partenaires dans cette région. Son programme "Rexpaco" se combine bien avec le programme d'activités de l'OMC avec des universitaires et est spécifiquement destiné principalement aux pays d'Afrique francophones;
- pour les pays arabes et du Moyen-Orient, après la signature de mémorandums d'accord, une coopération étroite s'installe avec le Fonds monétaire arabe, la Banque islamique de développement (BIsD) et la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO);
- en Asie et dans le Pacifique, il existe une coopération avec la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), l'Organisation internationale du droit du développement (IDLO) et la Banque asiatique de développement;
- la coopération institutionnelle en matière de formation dans les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale a lieu essentiellement dans le cadre de l'Institut multilatéral de Vienne (IMV). L'OMC disposera de huit créneaux représentant au total huit semaines pour l'organisation de séminaires et de cours de formation; en outre, le Secrétariat dispense une formation à l'Institut sous la forme de deux cours annuels de politique économique appliquée. La coopération a également lieu dans le

cadre de la CESAP, ainsi que dans le cadre du Centre canadien de droit et de politique commerciale (CTPL); et

- en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'essentiel des activités régionales est mené en partenariat étroit avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et en particulier son Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL). Chaque année, un programme conjoint est défini et cofinancé. Dans le cadre de la coopération avec la BID/l'INTAL, des partenariats ont été établis avec les secrétariats d'organisations régionales d'intégration comme l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Communauté andine, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) et le MERCOSUR, ainsi qu'avec l'Organisation des États américains. Dans les Caraïbes, il existe une coopération avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes, ainsi qu'avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et l'Association des États des Caraïbes (AEC).

b) Autres partenariats

133. Le Secrétariat s'efforce constamment de renforcer et d'élargir la coopération avec d'autres organisations internationales, organismes et institutions régionaux. Au total, il existe actuellement 28 Mémoires d'accord avec diverses organisations internationales, organes et institutions partenaires. À titre d'exemple, le Mémoire d'accord avec l'ONUDI vise à traiter les contraintes en ce qui concerne l'offre conjointement avec les obstacles à l'accès aux marchés. Ce mémoire d'accord a conduit à des mesures concrètes dans les pays bénéficiaires qui avaient été sélectionnés dans le cadre du Mémoire d'accord au cours de l'étape pilote. Un autre arrangement de partenariat avec l'IDLO apporte un soutien considérable dans le cadre de la formation régionale et contribue à l'élévation des niveaux généraux de connaissances sur l'OMC et le système commercial multilatéral.

134. Il convient de mentionner tout particulièrement le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce (MENDC), qui est une initiative conjointe de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de l'OMC et de l'OMS.

135. Le MENDC est issu de la Réunion ministérielle de l'OMC de Doha qui s'est tenue au Qatar en novembre 2001, et au cours de laquelle les chefs de secrétariat des cinq organisations se sont engagés à œuvrer de concert pour renforcer la capacité des pays en développement de se conformer aux normes SPS. Mis en place en 2002, il est le fruit de cet engagement conjoint. L'objectif stratégique du MENDC est d'aider les pays en développement à accroître leur capacité de se conformer aux normes SPS et à améliorer la santé des personnes et des animaux ainsi que la situation phytosanitaire, afin d'obtenir et de conserver un accès aux marchés. Outre qu'il facilite le commerce international, le renforcement des capacités SPS, notamment dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, il peut contribuer à améliorer les conditions sanitaires sur les marchés locaux et favoriser ainsi le développement économique et social.

136. Le MENDC est un mécanisme à la fois de financement et de coordination. Il permet de financer des dons destinés aux organisations privées et publiques des pays en développement qui sont désireuses de se conformer aux normes SPS internationales afin d'obtenir ou de conserver un accès aux marchés. Les demandes émanant de parties intéressées des PMA sont particulièrement encouragées. Le programme de travail annuel du MENDC consistera en une combinaison de dons pour l'élaboration de projets et de projets proprement dits: en 2005, une contribution de 150 000 francs suisses sera versée pour aider l'organisation exécutante, l'OMC, à administrer le MENDC.

137. Ces partenariats entraînent parfois des coûts, mais dans la plupart des cas ce sont les partenaires qui font une contribution, soit en espèces soit en nature, pour mener à bien ces activités.

c) Externalisation

138. La politique de l'OMC en matière d'externalisation est fondée sur une note du Secrétariat distribuée aux Membres (document WT/COMTD/W/116 du 16 juin 2003). Les experts dont les noms pourraient figurer sur la liste sont d'anciens fonctionnaires chargés des questions commerciales, d'anciens délégués, d'anciens membres du personnel du GATT/de l'OMC, des universitaires, des experts reconnus dans un domaine particulier, des formateurs et des fonctionnaires d'autres organisations internationales, qui sont originaires de toutes les régions. Une nouvelle base de données a été créée et fonctionne depuis le début de 2004. Des procédures administratives ont été élaborées pour guider le processus de dépôt de candidatures, de sélection et de mise en œuvre de l'externalisation des activités par les divisions, ainsi que le processus d'évaluation du comportement professionnel des personnes ressources et d'établissement de rapport. La base de données est administrée par la Division des ressources humaines et gérée conjointement avec l'IFCT. Les coûts liés à la contribution d'experts à la mise en œuvre des activités d'assistance technique seront imputés sur le Fonds global d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

VI. SUIVI ET ÉVALUATION

139. Pour la deuxième année d'existence du nouveau cadre de planification, il n'est pas nécessaire d'apporter des modifications radicales au système établi de suivi et d'évaluation de l'assistance technique. En 2005, les autoévaluations associées aux évaluations sur site de l'ACT continueront à être menées et à servir de référence pour faire en sorte que les procédures et les pratiques en matière de planification, de conception et de fourniture soient améliorées. Néanmoins, d'autres considérations méritent réflexion.

140. Si l'évaluation externe de l'assistance technique de l'OMC prévue a lieu et s'achève avant la fin de 2005, il se peut qu'elle ait des conséquences non seulement sur le processus de planification et sur la mise en œuvre du cadre de planification, mais également sur certains aspects du suivi et de l'évaluation.

141. Le Plan d'assistance technique pour 2005 accorde une importance accrue à la fourniture d'une assistance technique plus effective, plus efficace, plus pertinente et plus durable. Cette considération est étroitement liée au dilemme dans lequel la quantité est opposée à la qualité, c'est-à-dire la formation ou l'information d'un nombre maximum de personnes opposée à la limitation du nombre de participants, qui permet à ces derniers d'acquérir des connaissances et des compétences plus approfondies. Après la fourniture d'un volume considérable de cours et d'ateliers généraux entre 2002 et 2004, les activités sont de plus en plus spécialisées et se concentrent sur des domaines spécifiques, ce qui demande l'élaboration et la fourniture d'activités d'assistance technique plus adaptées. La question de la qualité est également liée à l'attente légitime que les activités soient fondées sur l'analyse des besoins identifiés et sur une meilleure sélection des participants, ce qui les rend plus pertinentes. Un autre aspect de cette question est la nécessité d'accroître la durée de certaines activités. Ces aspects qualitatifs feront certainement partie des principales préoccupations en matière de suivi et d'évaluation en 2005.

142. La fourniture des produits inclus dans le Plan d'assistance technique pour 2005 continue à être associée à une conception plus cohérente ainsi qu'à un suivi et une évaluation systématiques. Bien que certains efforts à cet égard aient été réalisés en 2004, la conception des différentes activités devra être davantage améliorée et plus explicitement orientée en fonction des objectifs définis dans le plan pour les différents produits. Les objectifs des produits demeurent de nature générique et devraient continuer à être perçus comme des objectifs de programme de haut niveau auxquels chaque activité, y compris les activités nationales, devrait apporter une contribution. Toutefois, des efforts

supplémentaires seront réalisés à la fois par l'IFCT, les divisions opérationnelles et l'ACT afin de faire en sorte qu'il y ait des liens étroits entre les objectifs des produits et ceux des différentes activités correspondantes.

143. À l'appui des objectifs au niveau des produits, des travaux continus seront effectués afin de définir des indicateurs et des objectifs de performance spécifiques au cours de la phase de conception, et d'évaluer les effets et l'incidence en fonction de ces critères. De plus en plus, les rapports de situation et les rapports annuels se concentreront non seulement sur les effets et l'incidence des différentes activités, mais également sur ceux des produits. À cet égard, il sera nécessaire que les unités des fournisseurs d'assistance technique et les points de contact régionaux de l'IFCT reconnaissent davantage l'importance de la collecte et de l'analyse systématiques des informations en retour, aussi bien positives que négatives, reçues de la part des Membres, en ce qui concerne les résultats et l'issue de l'assistance technique de l'OMC, y compris les éléments de preuve concernant tout changement au sein des organisations bénéficiaires qui peut être attribué à l'assistance technique de l'OMC.

144. Afin d'améliorer davantage la fourniture de l'assistance technique en cours, des efforts continus seront déployés en vue d'assurer régulièrement le suivi des recommandations découlant des autoévaluations d'une part, et de diffuser et mettre en œuvre de façon systématique les leçons tirées, d'autre part. Ces efforts contribueront certainement à améliorer la qualité et la fourniture des activités et à faire en sorte qu'elles atteignent le résultat souhaité. Au cours de ce processus, l'ACT continuera à rendre régulièrement service aux fournisseurs d'assistance technique en les informant ou en les formant, pour ce qui est d'établir des objectifs réalistes, mesurables et délimités dans le temps, ainsi que des indicateurs et des objectifs de performance qui mesurent leur réalisation. Les fournisseurs d'assistance technique recevront également une aide (séances pratiques d'analyse des écarts, préoccupations et processus liés à l'évaluation, etc.) pour l'application des procédures de suivi et d'évaluation.

145. En fonction des ressources disponibles, il est prévu que d'autres évaluations internes aient lieu, et que d'autres types d'évaluation, par exemple des évaluations thématiques soient également menées à titre d'essai. Des informations en retour sur les autoévaluations seront régulièrement fournies afin de faire en sorte que les fournisseurs d'assistance technique continuent à s'efforcer d'obtenir des effets et une incidence. Les procédures et les lignes directrices révisées relatives au suivi et à l'évaluation feront également l'objet d'un examen systématique de la part de l'ACT et seront adaptées aux besoins qui apparaîtront le cas échéant. Pour ce qui est du suivi et de l'évaluation, le système, la politique, la stratégie, les procédures et les outils seront également mis à la disposition des utilisateurs sur l'Intranet de l'OMC.

146. On s'attend à ce que les résultats du suivi et de l'évaluation continuent à représenter la plus importante source de connaissances en matière d'effets et d'incidence et contribuent à l'amélioration et à la mise à jour des produits du cadre de planification et des outils pratiques de l'assistance technique. En outre, les informations en retour systématiques de la part des participants et des Membres continueront à aider les fournisseurs et les gestionnaires de l'assistance technique à percevoir le suivi et l'évaluation comme une fonction de gestion interreliée, qui les aide régulièrement à se procurer et à utiliser des éléments d'évaluation pour prendre leurs décisions opérationnelles et d'élaboration de programmes et de politiques.

147. Conformément aux pratiques établies, le Comité de gestion de l'assistance technique (CGAT) continuera de servir de cadre pour l'échange d'expériences et de vues générales sur toutes les étapes de la planification, de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'assistance technique.

VII. FINANCEMENT

148. En vertu de l'engagement énoncé au paragraphe 40 de la Déclaration de Doha, le Conseil général a approuvé le 20 décembre 2001 la création du FGASPDD et défini son mandat.¹⁰ L'un des principaux objectifs à l'origine de cette création était de regrouper les nombreuses ressources extrabudgétaires de l'OMC en un seul fonds général, de manière à disposer d'une base financière solide et stable pour les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de l'OMC. C'est la raison pour laquelle le mandat du Fonds prévoit un mécanisme de suivi des annonces de contributions et de leur versement. Le Conseil général a également accru de manière sensible la part du budget ordinaire consacrée à l'assistance technique, mais le Fonds global est aujourd'hui la principale source de financement de cette assistance.

149. Conformément au mandat du Fonds global, le Comité du budget, des finances et de l'administration devra recommander au Conseil général un objectif pour son financement en 2005. Ce montant correspondra à la valeur estimative du Plan d'assistance technique pour 2005, tel qu'il sera adopté par le CCD, compte tenu des ressources disponibles pour l'assistance technique dans le budget ordinaire de 2005 et des ressources allouées par les organisations partenaires pour l'exécution d'activités conjointes.

¹⁰ Voir le document WT/BFA/56 et en particulier ses paragraphes 13 à 22 et ses annexes A et B.

ANNEXE 1

MATRICE DES PRODUITS: TABLE DES MATIÈRES

- A. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION LIÉES À L'OMC D'ORDRE GÉNÉRAL**
 - a) Cours de politique commerciale**
 - i) Cours de politique commerciale tenus à Genève*
 - ii) Cours régionaux de politique commerciale*
 - iii) Suivi des cours régionaux de politique commerciale*
 - b) Cours d'introduction tenus à Genève**
 - c) Cours régionaux et sous-régionaux de politique commerciale de courte durée**
 - d) Activités nationales**
- B. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION SPÉCIALISÉES ET AVANCÉES**
 - a) Cours spécialisés tenus à Genève**
 - b) Activités nationales d'assistance technique**
 - c) Séminaires régionaux**
 - d) Techniques en matière de négociations commerciales**
 - e) Activités de sensibilisation à l'intention des parlementaires et de la société civile**
- C. SOUTIEN UNIVERSITAIRE EN MATIÈRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: UNE APPROCHE INTÉGRÉE**
 - i) Cours régionaux de politique commerciale (voir A a) ii))*
 - ii) Ateliers pour professeurs d'universités sur les questions concernant l'OMC*
 - iii) Programme de soutien d'études de doctorat*
 - iv) Programme à l'intention d'universitaires invités*
 - v) Collaboration dans le domaine de la recherche*
 - vi) Programme de diffusion de documents pour les universités*

D. DISPOSITIFS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION DE SOUTIEN

a) Activités à Genève

- i) Symposiums tenus à Genève portant sur des sujets précis*
- ii) Journées d'introduction à l'OMC*
- iii) Autres formes de soutien fourni à Genève*
- iv) Programmes de stages*

b) Activités sur le terrain

- i) Services de consultation sur les politiques commerciales*
- ii) Centres de référence*
- iii) Assistance technique dans le cadre du MEPC*

c) Autres activités

- i) Aide aux bénéficiaires pour la conduite de l'évaluation des besoins*
- ii) Téléenseignement et technologies de l'information*

E. CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES ET DES ATELIERS INTERNATIONAUX

ANNEXE 2

MATRICE DES PRODUITS: LISTE DES ACTIVITÉS

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
A. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION LIÉES À L'OMC D'ORDRE GÉNÉRAL				
a) Cours de politique commerciale				
<i>i) Cours de politique commerciale tenus à Genève</i>	Toutes les régions	31 ^{ème} cours de politique commerciale (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1800
	Toutes les régions	32 ^{ème} cours de politique commerciale (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1800
	Toutes les régions	33 ^{ème} cours de politique commerciale (français)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1800
	Toutes les régions	34 ^{ème} cours de politique commerciale (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1800
<i>ii) Cours régionaux de politique commerciale</i>	Caraïbes	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève – dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, université partenaire	(31x60) 1860
	Afrique (anglais)	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève – dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, université partenaire	(25x60) 1500
	Afrique (français)	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève – dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, université partenaire	(28x60) 1680
	Asie et Pacifique	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève – dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, université partenaire	(33x60) 1980
	Amérique latine	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève – dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, université partenaire	(25x60) 1500

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>iii) Suivi des cours régionaux de politique commerciale (étape 2)</i>	Afrique (anglais)			
SOUS-TOTAL I				15 720
b) Cours d'introduction tenus à Genève				
	Monde	7 ^{ème} cours d'introduction à l'intention des pays les moins avancés (français)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x15) 450
	Monde	8 ^{ème} cours d'introduction à l'intention des pays les moins avancés (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x15) 450
SOUS-TOTAL II				900
c) Cours régionaux et sous-régionaux de politique commerciale				
<i>Cours régionaux et sous-régionaux de politique commerciale</i>	Afrique	4 ^{ème} cours de politique commerciale OMC/BAD/CEA à l'intention des pays africains	IFCT, BAD, CEA	(60x10) 600
	Afrique (anglais)	Programme de formation avancée	IFCT, Université du Cap occidental	(30x5) 150
	Afrique (français)	Programme de formation avancée		(28x5) 140
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Cours de politique commerciale de courte durée OMC/BID à l'intention des pays Membres de l'OCI	IFCT	(19x15) 285
	Asie et Pacifique	Cours de politique commerciale de courte durée OMC/CESAP	IFCT, CESAP	(32x7) 224
	Asie et Pacifique	Cours de droit commercial international public OMC/IDLO	IFCT, Division des affaires juridiques, IDLO	(30x15) 450
	Pacifique	Programme de formation avancée OMC/IDLO/PIFS	IFCT, IDLO, Secrétariat du Forum des Îles du Pacifiques (PIFS)	(28x5) 140
	Caraïbes	Programme de formation avancée à l'intention des pays anglophones des Caraïbes	IFCT, OEA	(31x5) 155
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Cours de politique commerciale de courte durée OMC/CESAP	IFCT, CESAP	(30x7) 210

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>Cours régionaux et sous-régionaux de politique commerciale (suite)</i>	Amérique latine	Cours de politique commerciale de courte durée à l'intention des Membres de l'ALADI	IFCT, Secrétariat de l'ALADI	(30x10) 300
	Amérique latine	Programme de formation avancée à l'intention des pays hispanophones d'Amérique latine sur les questions concernant l'OMC et la ZLEA	IFCT, OAS, Université de Georgetown	(30x10) 300
	Amérique latine	Négociations en cours à l'OMC à l'intention des pays andins	IFCT, Secrétariat de la Communauté andine, INTAL - BID	(25x5) 125
SOUS-TOTAL III				3 049
B. ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION SPÉCIALISÉES ET AVANCÉES				
a) Cours spécialisés tenus à Genève				
	Toutes les régions	11 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	Toutes les régions	12 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	Toutes les régions	13 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (français)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	Toutes les régions	1 ^{er} cours spécialisé sur les mesures SPS (espagnol)	IFCT, Divisions de l'OMC, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	(30x10) 300
	Toutes les régions	4 ^{ème} cours spécialisé sur les négociations commerciales (de la théorie à la pratique) – (espagnol)	IFCT	(30x10) 300
SOUS-TOTAL IV				1 050
b) Activités nationales d'assistance technique				
	Toutes les régions	250 activités nationales spécialisées	Toutes les Divisions de l'OMC	

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
c) Séminaires régionaux				
i) Agriculture (Ag)	Afrique (anglais)	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(25x3) 75
	Afrique (français)	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(28x3) 84
	Asie et Pacifique	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, activité conjointe OMC/CESAP (ONU); ANASE, SAARC, BAsD, PIFS	(37x3) 111
	Caraïbes	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO, ACI, INTAL-BID	(14x3) 42
	Amérique latine	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, IICA, INTAL - BID	(20x3) 60
ii) Évaluation en douane	Asie et Pacifique	Atelier OMC/PIFS sur l'évaluation en douane, y compris un aperçu de la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, PIFS	(30x4) 120
	Activité sous-régionale	Atelier sur l'évaluation en douane, y compris un aperçu de la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés	(30x4) 120
	Activité sous-régionale	Atelier sur l'évaluation en douane, y compris un aperçu de la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés	(30x4) 120
iii) Règlement des différends (Mémoire d'accord)	Asie et Pacifique	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, ANASE, SAARC, BAsD, PIFS	(37x4) 148
	Caraïbes	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL-BID	(12x4) 48
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, IMV	(23x4) 92
	Amérique latine	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL-BID	(22x4) 88

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>iv) Marchés publics</i>	Afrique (anglais)	Atelier sur les marchés publics	Division de la propriété intellectuelle, Banque mondiale, BafD, COMESA	(50x3) 150
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur les marchés publics	Division de la propriété intellectuelle, Banque mondiale	(38x3) 114
	Asie et Pacifique	Atelier sur les marchés publics	Division de la propriété intellectuelle, BAsD	(58x3) 174
	Europe centrale et orientale et Asie centrale	Atelier sur les marchés publics	Division de la propriété intellectuelle, Banque mondiale	(44x3) 132
<i>v) Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)</i>	Afrique (anglais)	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques, CDAA, COMESA	(25x3) 75
	Afrique (français)	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(28x3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(19x3) 57
	Asie et Pacifique	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(37x3) 111
	Caraïbes	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(12x3) 36
	Europe centrale et orientale et Asie centrale	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(23x3) 69
	Amérique latine	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques, ALADI, CEPAL, Secrétariat du Mercosur, Secrétariat de la Communauté andine, SIECA, INTAL-BID	(22x3) 66

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
vi) Accords commerciaux régionaux	Afrique (anglais)	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(25x3) 75
	Afrique (français)	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(28x3) 84
	Asie et Pacifique	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(37x3) 111
	Amérique latine	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, INTAL – BID, Secrétariats régionaux	(22x3) 66
vii) Règles	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur les mesures commerciales correctives	Division des règles	(20x4) 80
	Asie et Pacifique	Atelier sur les mesures commerciales correctives	Division des règles	(30x4) 120
	Amérique centrale	Atelier sur les mesures commerciales correctives	Division des règles, SIECA, INTAL-BID	(30x4) 120
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur les mesures commerciales correctives	Division des règles	(24x4) 96
viii) Mesures sanitaires et phytosanitaires	Afrique (anglais)	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base, Codex, CIPV, OIE	(48x4) 192
	Afrique (français)	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base, Codex, CIPV, OIE	(48x4) 192
	Asie	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base, Codex, CIPV, OIE	(48x4) 192
	Asie et Pacifique	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base, Codex, CIPV, OIE	(48x4) 192
	Amérique latine	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base, Codex, CIPV, OIE, INTAL - BID	(48x4) 192

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>ix) Services; AGCS</i>	À confirmer	Évolution des négociations sur l'élaboration des règles et autres questions pertinentes découlant des négociations en cours sur les services	Division des services	(30x3) 90
	À confirmer	Évolution des négociations sur l'élaboration des règles et autres questions pertinentes découlant des négociations en cours sur les services	Division des services	(30x3) 90
	Asie et Pacifique	Atelier OMC/PIFS sur le commerce des services: Évolution des négociations sur l'élaboration des règles et autres questions pertinentes découlant des négociations en cours sur les services	Division des services, PIFS	(28x3) 84
	À confirmer	Évolution des négociations sur l'élaboration des règles et autres questions pertinentes découlant des négociations en cours sur les services	Division des services	(30x3) 90
<i>x) Obstacles techniques au commerce (OTC)</i>	Afrique	Formation sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions	Division du commerce et de l'environnement, CDAA, Organisation internationale de normalisation (ISO)	(24x3) 72
	Asie	Formation sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions	Division du commerce et de l'environnement, APEC	(34x3) 102
	Caraïbes	Formation sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions	Division du commerce et de l'environnement, CARICOM, INTAL-BID	(24x3) 72
<i>xi) Textiles et vêtements (ATV)</i>	Afrique	Situation d'après-ATV et négociations dans le cadre du PDD en matière d'accès aux marchés pour les pays africains	Division des textiles	(47x3) 141
	Asie et Pacifique	Situation d'après-ATV et négociations dans le cadre du PDD en matière d'accès aux marchés pour l'Asie et le Pacifique	Division des textiles, ANASE, ASACR, BASD	(30x3) 90
	Caraïbes	Situation d'après-ATV et négociations dans le cadre du PDD en matière d'accès aux marchés pour les Caraïbes (anglais)	Division des textiles, CARICOM, INTAL-BID	(12x3) 36
	Amérique latine	Situation d'après-ATV et négociations dans le cadre du PDD en matière d'accès aux marchés pour les pays de l'ALADI	Division des textiles, INTAL-BIDs	(12x3) 36

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>xii) Commerce et politique de la concurrence</i>	Afrique	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(53x3) 159
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(19x3) 57
	Asie et Pacifique	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(29x6) 174
	Caraïbes	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED; CARICOM, INTAL-BID	(24x6) 144
<i>xiii) Commerce et développement</i>	Afrique (anglais)	Cours de politique commerciale sur le traitement spécial et différencié, les PMA et les petites économies	Division du développement	(25x3) 75
	Afrique (français)	Cours de politique commerciale sur le traitement spécial et différencié, les PMA et les petites économies	Division du développement	(28x3) 84
	Asie et Pacifique	Cours de politique commerciale sur le traitement spécial et différencié, les PMA et les petites économies	Division du développement	(37x3) 111
<i>xiv) Commerce et environnement</i>	Asie et Pacifique	Atelier sur le commerce et l'environnement – les travaux du CCE et les négociations	Division du commerce et de l'environnement	(46x3) 138
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur le commerce et l'environnement - les travaux du CCE et les négociations	Division du commerce et de l'environnement	(46x3) 138
	Amérique latine et Caraïbes	Atelier sur le commerce et l'environnement - les travaux du CCE et les négociations	Division du commerce et de l'environnement; organisations internationales et accords environnementaux multilatéraux	(68x3) 204
<i>xv) Commerce et investissement</i>	À confirmer	Atelier régional	Division du commerce et des finances	(30x2) 60
	À confirmer	Atelier régional	Division du commerce et des finances	(30x2) 60
	À confirmer	Atelier régional	Division du commerce et des finances	(30x2) 60
	À confirmer	Atelier régional	Division du commerce et des finances	(30x2) 60

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>xvi) Facilitation des échanges</i>	Afrique (anglais)	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, CDAA, COMESA	(25x3) 75
	Afrique (français)	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, COMESA, UEMOA	(28x3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED	(19x3) 57
	Asie et Pacifique	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, APEC, ANASE, BAD, CESAP	(37x3) 111
	Caraïbes	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, CARICOM, INTAL-BID	(12x3) 36
	Europe centrale et orientale et Asie centrale	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED	(23x3) 69
	Amérique latine	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, INTAL-BID	(22x3) 66
<i>xvii) Droits de propriété intellectuelle liés au commerce</i>	Afrique (anglais)	Atelier sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle, OMPI, OMS, ARIPO	(50x3) 150
	Afrique (français)	Atelier sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle, OMPI, OMS, OAPI	(56x3) 168
	Caraïbes	Atelier sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle, OMPI, OMS, CARICOM, INTAL-BID	(28x3) 84
	Asie et Pacifique	Atelier sous-régional OMC/PIFS sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle, OMPI, PIFS	(28x3) 84
SOUS-TOTAL VI				7 227

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
d) Compétences et techniques en matière de négociations commerciales				
	Afrique (anglais)	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(26x5) 130
	Afrique (français)	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(27x5) 135
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(30x5) 150
	Asie et Pacifique	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT, activité conjointe OMC/CESAP, ANASE, SAARC, BAD, FORSEC	(37x5) 185
	Caraïbes	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(28x5) 140
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Cours intensif sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(30x5) 150
SOUS-TOTAL VII				890
e) Activités de sensibilisation à l'intention des parlementaires et de la société civile				
	Afrique de l'Est (anglais)	Atelier à l'intention des parlementaires	Division des relations extérieures, Association parlementaire du Commonwealth (CPA)	(40x3) 120
	Asie et Pacifique	Atelier à l'intention des ONG	Division des relations extérieures	(40x2) 60
	Caraïbes	Atelier à l'intention des parlementaires	Division des relations extérieures. Association parlementaire du Commonwealth (CPA)	(40x3) 120
	À confirmer	Atelier à l'intention des parlementaires	Division des relations extérieures	(40x2) 80
	À confirmer	Atelier à l'intention des parlementaires	Division des relations extérieures, Union interparlementaire (UIP)	(90x1) 90
SOUS-TOTAL VIII				470

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
C. SOUTIEN UNIVERSITAIRE EN MATIÈRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: UNE APPROCHE INTÉGRÉE				
<i>i) Cours régionaux de politique commerciale (voir A a) ii))</i>				
<i>ii) Ateliers pour professeurs d'université sur les questions concernant l'OMC</i>	Pays arabes et du Moyen-Orient	Accords de l'OMC, à l'intention des professeurs d'université	IFCT, Division de la recherche économique et des statistiques	(30x3) 90
	Europe centrale et orientale et Asie centrale	Accords de l'OMC, à l'intention des professeurs d'université	IFCT, Division de la recherche économique et des statistiques	(30x3) 90
<i>iii) Programme de soutien d'études de doctorat</i>		Programme de soutien pour les étudiants en doctorat	Division de la recherche économique et des statistiques, divisions opérationnelles	12 x 120 jours: 1 440
<i>iv) Programme à l'intention d'universitaires invités</i>		Programme à l'intention d'universitaires invités	Division de la recherche économique et des statistiques, divisions opérationnelles	
<i>v) Collaboration dans le domaine de la recherche</i>		Collaboration dans le domaine de la recherche: activités de recherches conjointes avec des universitaires des pays en développement	Division de la recherche économique et des statistiques	
<i>vi) Programme de diffusion de documents pour les universités</i>		Programme de diffusion de documents pour les universités: fourniture gratuite d'un jeu de base de publications de l'OMC à 20 universités	IFCT, établissements universitaires régionaux	
SOUS-TOTAL IX				1 620
D. DISPOSITIFS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION DE SOUTIEN				
a) Activités à Genève				
<i>i) Symposiums tenus à Genève portant sur des sujets précis</i>	Délégués en poste à Genève	Symposium sur le commerce et l'environnement	Division du commerce et de l'environnement, autres divisions et organisations internationales pertinentes	
	Délégués en poste dans les capitales	Atelier sur la Déclaration de conformité du fournisseur	Division du commerce et de l'environnement	(120x4) 480
	Délégués en poste dans les capitales	Atelier sur les ADPIC et la santé publique pour les fonctionnaires chargés du commerce et de la propriété intellectuelle	Division de la propriété intellectuelle	(25x3) 75

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>i) Symposiums tenus à Genève portant sur des sujets précis (suite)</i>	Délégués en poste dans les capitales	Introduction à l'Accord sur les marchés publics pour les Membres accédants à cet Accord et pour les observateurs	Division de la propriété intellectuelle	(36x4) 144
	Délégués en poste à Genève	Symposium sur les marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	
	Délégués en poste dans les capitales	Questions liées aux modes, secteurs et/ou règles présentant une importance particulière pour les pays en développement	Division du commerce des services	(120x3) 360
	Délégués en poste dans les capitales	Colloque pour les professeurs de propriété intellectuelle des pays en développement	Division de la propriété intellectuelle (conjointement avec l'OMPI)	(20x10) 200
	Délégués en poste à Genève	Symposium sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle (conjointement avec l'OMPI, si possible)	
	Délégués en poste dans les capitales	Ateliers sur les Accords concernant les technologies de l'information	Division de l'accès aux marchés	(30x2) 60
	Délégués en poste dans les capitales	Atelier spécial sur l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(50x5) 250
	Délégués en poste dans les capitales	Séminaire sur les Accords commerciaux régionaux	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(69x1) 69
<i>ii) Journées d'introduction à l'OMC</i>		12 ^{ème} , 13 ^{ème} et 14 ^{ème} Journées d'introduction (trilingues)	IFCT, Divisions de l'OMC	(35x3) 105
<i>iii) Autres formes de soutien fourni à Genève</i>		Semaine de Genève – premier semestre	Division du développement	(30x5) 150
		Semaine de Genève – second semestre	Division du développement	(30x5) 150
<i>v) Programme de stages</i>	Pour mémoire			
SOUS-TOTAL V				2 043
b) Activités sur le terrain				
<i>i) Services de consultation sur les politiques commerciales</i>				
<i>ii) Centres de référence</i>		24 Centres de référence de l'OMC	IFCT, Division de l'informatique, CNUCED et CCI dans le cadre du JITAP	(15x3x24) 1 080

Sujet/ Programme	Région/ sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<i>iii) Assistance technique dans le cadre du MEPC</i>				
c) Autres activités				
<i>i) Aide aux bénéficiaires pour la conduite de l'évaluation des besoins</i>				
<i>ii) Téléenseignement et technologies de l'information</i>				(60x10) 600*
E. CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES ET DES ATELIERS INTERNATIONAUX (voir les paragraphes 115 à 117) Cela comprend, entre autres choses, la participation aux cours de l'IDLO, aux activités de l'IMV, aux réunions de l'APEC, à l'ANASE, au Plan de Colombo, à la SAARC, à Rexpaco)				
TOTAL GÉNÉRAL				34 649

POUR MÉMOIRE:

		Activités du JITAP		
		Activités du CI		
		Postes L		
		Projet de Mécanisme pour l'élaboration de normes et le développement du commerce 2005		
		Obligations dans le cadre de l'article 27:2 du Mémoire d'accord		